

publié en version plus réduite:

L'anamorphose de l'Etat-Nation: le cas italien; "Cahiers Internationaux de Sociologie", 1992, vol. XCIII, pp.269-298, <http://cat.inist.fr/?aModele=afficheN&cpsid=6100378>

Avertissement

Ce travail résume mes dix ans de recherches pour le doctorat que j'ai terminé en 1990 et passé en janvier 1991 (directeur Alain Joxe, mention très honorable à l'unanimité du jury, président Maurice Aymard, autres membres Gianfranco Pasquino, Michel Dobry, Michel Wieviorka). Pendant ces dix ans j'ai mené des recherches en sociologie des affaires militaires en tant que membre du Groupe Sociologie de la Défense dirigé par A. Joxe à l'EHESS et aussi en tant que chercheur à contrat chez la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale (Fr) et encore, parallèlement, dans le champs des émigrations et immigrations en tant que chercheur étranger associé au CNRS (GRECO13 et Chryseis).

Après 1991 je me suis engagé dans la recherche sur la police (publiant plusieurs articles et le livre *Polizia postmoderna. Etnografia del nuovo controllo sociale*, Feltrinelli, 2000), ainsi que sur la déviance et la criminalisation des migrations (voir ici aussi mes publications –dont quelques unes déchargeables gratuitement- : https://www.academia.edu/33927435/Palidda_CV_2017.pdf).

Par rapport au travail ici résumé, j'ai 'ajusté' et révisée à la fois le cadre théorique et méthodologique (et aussi le langage et les références bibliographiques) à travers une perspective selon laquelle les processus des changements dans l'organisation politique de la société tendent toujours à reproduire la coexistence continue de désordre et ordre, de guerre et de paix, des conflits et des médiations pacifiques, voire de démocratie et autoritarismes. C'est surtout la recherche sur les différentes conséquences du néo-libérisme qui m'a conduit à discuter les paradigmes traditionnels des sciences politiques et sociales et l'importance des processus de déstructuration. Je pense donc que l'organisation politique de la société n'est que le résultat le plus souvent instable de compromis entre les principaux acteurs. Dès lors il me semble que l'idée de «anamorphose de l'Etat de droit démocratique» peut être utile pour comprendre l'histoire politique et sociale de tous les pays. Je privilégie en particulier la tentative d'une perspective pluridisciplinaire et surtout l'articulation entre histoire sociale et le travail ethnographique. Bref, depuis la fin de ma thèse de doctorat je fais de plus en plus référence aux suggestions de Mauss, Simmel, Foucault, Goffman et H. Becker.

Principaux publications inhérentes le champ de recherche sur les affaires militaires et l'Etat de droit de 1991 à 2016

- *Governance of Security and Ignored Insecurities in Contemporary Europe*, London: Routledge/Ashgate, 2016, ISBN: 978-1-4724-7262-5: <https://www.routledge.com/products/9781472472625>
- *Italian Police Forces in the Neoliberal Turn. European Journal of Policing Studies*, 2015, 3, 1, 52-78; https://www.academia.edu/31446052/The_Italian_Police_Forces_into_Neoliberal_Frame_An_Example_of_Perpetual_Coexistence_of_Democratic_and_Authoritarian_Practices_and_of_Anamorphosis_of_Democratic_Rules_of_Law
- *Sociologia e antisociologia. La sperimentazione continua della vita associata degli esseri umani*, 2016 <http://www.libreriauniversitaria.it/sociologia-antisociologia-palidda-salvatore-libreriauniversitaria/libro/9788862927451>
- *Violenze e tortura nel frame delle guerre permanenti della postmodernità liberista*, in *Per uno stato che non tortura*, Milan: Mimesis, 2015, 77-88
- *Emigrazione e organizzazioni criminali* (edited with M. Sanfilippo), Viterbo: SetteCittà publisher, 2012
- *Migrations critiques. Repenser les migrations comme mobilités humaines en Europe*. Paris: Karthala, 2011
- *Racial Criminalisation of Migrants in the 21st Century*. London: Ashgate/Routledge, 2011, <https://www.routledge.com/products/9781409407492>
- *Conflict, Security and the Reshaping of Society: The Civilisation of War*, Routledge, London, (2010) (ed with Dal Lago); available at: <http://www.oapen.org/search?identifier=391032>
- *Città mediterranee e deriva liberista*, Mesogea, 2010
- *Razzismo democratico: la persecuzione dei rom e degli immigrati in Europa*, Agenzia X, Milan, 2009
- *Criminalización racista de los migrantes en Europa*, Comares, 2010 (with Brandariz Garcia)
- *Mobilità umane. Introduzione alla sociologia delle migrazioni*, Cortina, Milano, 2008
- *Polizia postmoderna. Etnografia del nuovo controllo sociale*, Milano, Feltrinelli, 2000.
- *Istituzioni e mafia*, in Mareso e Pepino (eds) *Nuovo Dizionario di mafia e antmafia*, EGA, Torino, 2008, pp. 310-316
- *Missions militaires italiennes à l'étranger : la prolifération des hybrides*, «Cultures & Conflits», 67/2007
- *La criminalisation des migrants en Europe*, "Actes de la Recherche en Sciences Sociales", 129/1999, pp.39-49
- *Verso il fascismo democratico?*, "aut aut", 275/1996, pp. 143-168
- *Militari e mutamenti in Europa. Una prospettiva comparata*, "Rivista di Scienza dell'Amministrazione", n°3-4, 1993; pp. 143-158
- *L'anamorphose de l'Etat-Nation: le cas italien*; "Cahiers Internationaux de Sociologie", 1992, vol. XCIII, pp.269-298
- *Le phénomène mafioso*; "Les Temps Modernes", 1987, n°487, pp. 38-69
- *L'évolution de la politique de défense italienne*, "Défense Nationale", 1985, a. 41, October, pp. 39-56

L'anamorphose de l'Etat-Nation: le cas italien

par Salvatore Palidda

I. La littérature en sciences politiques et sociales ainsi que nombre d'indicateurs divers, permettent de considérer le cas italien, comme un exemple d'épuisement ou d'absence de capacité de rationalisation dans l'organisation politique de la société contemporaine¹. Cependant, jusqu'à présent, on a peu étudié la corrélation entre les différents facteurs qui sont à l'origine de cette "irrationalité" et les conséquences que celle-ci produit au plan de la sécurité intérieure, de la défense nationale et, plus en général, au plan de la souveraineté de l'Etat de droit démocratique. La thèse qu'ici nous proposons est que l'absence d'un rôle de rationalisation de la part de l'Etat démocratique conduit vers un vide de souveraineté (ou d'autorité) légitime qui, s'ajoutant à la déstructuration sociale, politique et culturelle, permet l'affirmation de diverses souverainetés instables et limitées aux segments différents de la société, souverainetés qui s'emparent alternativement des centres décisionnels. Ces souverainetés correspondent à différentes formes de régulation dont la légitimation ne suit pas toujours les normes propres à l'état de droit officiellement établi, ni les règles informelles propres aux sociétés locales traditionnelles, mais souvent des règles imposées par les acteurs spécialisés dans la rentabilisation économique et politique des actions illégales et même criminelles. On arrive ainsi à ce que j'appelle l'anamorphose de l'organisation politique de la société contemporaine², c'est à dire le passage continu et incontrôlé, dans les deux sens, du légal à l'illégal, des normes officielles aux règles informelles et illégales. Cette anamorphose correspond à l'affirmation de la flexibilité, de la discontinuité, de la segmentation hétérogène des activités économiques et en général de la société, de l'administration et du pouvoir politique³. Autrement dit, l'organisation politique de la société italienne (et en général des sociétés dites complexes, même si en mesure pas toujours aussi importante que dans le cas italien) est de moins en moins en mesure de respecter l'état de droit démocratique et n'arrive à fonctionner autrement que par l'anamorphose continue et incontrôlée de celui-ci. Cela parce que le développement de la démocratie n'a pas conduit à une rationalisation ou à une régulation démocratique des échanges et des médiations entre les groupes et les segments sociaux divers, mais à l'affirmation d'une multitude de comportements et de stratégies particularistes qui visent à contourner ou déformer les normes officielles pour faire prévaloir leurs règles et leurs intérêts au-delà ou même contre l'intérêt collectif. Cela se traduit au plan économique et social dans l'affirmation et même l'exaltation de la nécessité des combinaisons entre activités légales, semi-illégales et illégales, notamment dans le développement des économies

¹ Le concept de rationalisation ici adopté se réfère à celui de M. Weber et également aux réflexions proposées par Habermas et d'autres auteurs. Toutefois, mon interrogation concerne à la fois le rôle de rationalisation de l'Etat et de ceux qui selon Weber ont été les artisans du processus historique de rationalisation (le capitalisme et la bureaucratie) et les "rationalités" des acteurs qui aujourd'hui interviennent en mesure plus ou moins déterminante dans l'organisation politique de la société italienne (notamment les partis, les groupes d'intérêt, le mouvement ouvrier, le Vatican et l'église catholique, les regroupements particularistes divers et même les organisations criminelles, ainsi que les acteurs étrangers tels que les Etats-Unis, l'OTAN, la CEE, les firmes multinationales).

² L'anamorphose est un terme employé pour désigner le phénomène de déformation ou de redressement d'une image à travers un miroir déformant. En m'inspirant des suggestions de J. Baltrusaitis (critique d'art et philosophe -voir en particulier *Anamorphoses. Les perspectives dépravées*, Paris, Flammarion, 1984, et son entretien filmé avec Sandra Joxe et J.C. Carrière, Musée du Louvre, 1989), je pense que ce terme puisse être adopté par les sciences politiques et sociales puisqu'il désigne précisément ce qui est à l'origine de la complexité de la société contemporaine et de la difficulté sinon de l'impossibilité de rationalisation de son organisation politique (l'unité, la complémentarité ou la juxtaposition et la reproduction du conflit entre les contraires : formel et informel, légal et illégal, norme et règle, vrai et faux, apparence et réalité, démocratie et autoritarismes, tolérance et intolérance, sécuritarisme et insécurité, etc.). Je pense donc que le concept d'anamorphose peut aider à dépasser les limites de formules telles que "ingouvernabilité" (Gallino, 1987), "confusion entre Etat et société" (Birnbaum, 1985), "ambiguïté de l'Etat" (Mastropaolo, 1986), "structures occultes du pouvoir" (Bobbio, 1981), "prolifération des centres décisionnels" ou enfin "crise de l'Etat" (dont on parle depuis le début du XXe siècle).

³ Les concepts de segmentation, hétérogénéité et discontinuité sont utilisés entre autres par Berger et Piore (1980) concernant les conséquences des mutations économiques et sociales, concepts adaptés au cas italien en particulier par Gallino (1987) et par Reyneri (1988). L'affirmation d'un libéralisme "tous azimuts" est sans doute l'un des éléments principaux qui expliquent la "crise" du rôle régulateur de l'Etat de droit démocratique et aussi la "crise" des formes de régulation propres aux sociétés locales. Cela se comprend mieux si l'on enrichi cette lecture avec la théorie proposée par Pizzorno (1986, 1991, 1992) qui souligne l'importance des identités collectives, voire des appartenances spécifiques qui sur la base de leurs valeurs et règles légitiment des comportements souvent en conflit avec toute régulation officielle (et donc légale) des échanges économiques, sociaux et politiques

dites non-officielles⁴; au plan politico institutionnel dans la déformation continue des rapports et des rôles des acteurs différents (il suffit penser aux crises gouvernementales décidées en dehors du Parlement et du gouvernement -cf. Pasquino, 1988-, tout comme aux choix décidés en dehors des structures décisionnelles officielles); au plan de la souveraineté nationale dans le marchandage continu de celle-ci en échange d'espaces propices à l'autonomisation des groupes d'intérêt publiques et privés, au-delà et même contre l'intérêt collectif national et universel; au plan de la sécurité intérieure dans l'impuissance des forces légitimes face à la rentabilisation économique et politique du crime, à laquelle participent parfois des factions de l'appareil militaire de l'Etat avec la complicité de fractions similaires étrangers, de groupes d'intérêt et parfois d'organisations criminelles. Selon cette interprétation, le facteur qui apparaît comme principal dans l'affirmation de l'anamorphose de l'Etat de droit démocratique consiste donc dans l'affirmation de règles informelles qui arrivent à déformer les normes officielles. Ces règles sont propres à des segments sociaux, voire à des réseaux ou groupes dont les valeurs et critères d'appartenance sont opposés à ceux de l'appartenance à la nation ou à la collectivité des citoyens fondée sur le respect d'un contrat social, voire sur le respect des normes de l'Etat de droit⁵.

Cette interprétation de la réalité de l'organisation politique de la société italienne est le résultat d'une réflexion sociologique sur le processus historique qui a conduit à cette réalité effective de l'Etat et de la société en Italie. Cette recherche s'appuie sur une lecture critique de la littérature concernant le cas italien, l'analyse de différents aspects et phénomènes économiques, sociaux, politiques et culturels, et, en particulier, une étude approfondie de tout ce qui concerne le domaine de la défense nationale et de la sécurité intérieure⁶. Le but de ce travail est donc de proposer une interprétation du cas italien comme contribution à la réflexion sur le devenir de la démocratie en particulier dans le cadre de la construction européenne.

L'approche adoptée relève d'une sociologie de la souveraineté de l'Etat et d'une sociologie de la nation, conçues afin de comprendre la réalité effective, les caractéristiques et les conséquences des diverses formes de régulation des relations économiques, sociales et politiques, locales, nationales et transnationales des différents acteurs de la société italienne.

Remarquons que la recherche sur la souveraineté de l'Etat (voire sur ses différents composantes) est plutôt ignorée par les sciences politiques et sociales appliquées au cas italien. En effet, tout comme l'observe P. Birnbaum (1985) à propos du cas anglais, la soi-disant "confusion entre Etat et société" semble avoir conduit la science et la sociologie politique italiennes à ne pas s'occuper de l'Etat. L'exemple le plus éclatant est donné par l'absence de recherches sur les conceptions, les politiques, les systèmes, les forces, les représentations et les constructions sociales de la sécurité intérieure. Absence frappante par rapport à l'importance de la littérature portant sur les faits, les phénomènes et les acteurs de l'insécurité (terrorismes, criminalité organisée, complots, délinquance, etc.), sur les économies dites non-officielles, sur la corruption politique, etc. Par exemple, il n'existe pas de recherches portant sur le fonctionnement de la justice, sur les forces de

⁴ Pour une définition des "économies non-officielles" (allant de l'informel jusqu'au criminel), voir Greffe-Archambault (1985); en ce qui concerne leurs formes en Italie, voir Arlacchi(1988), Maruani, Reynaud, Romani, eds (1988), Bettini, éd. (1987). En ce qui concerne la corruption politique, voir le récent ouvrage de D. della Porta (1992) et en particulier l'introduction de Pizzorno (publiés en partie dans *Stato e Mercato*, mai 1992). D'après les statistiques disponibles, l'Italie est le pays où le poids des "économies non-officielles" est de loin beaucoup plus important que dans tous les autres "puissances économiques occidentales" (entre 20 et 25 % du PNB, contre environ 4-4,5 % en France -cf. INSEE,1988). Cependant, on a peu étudié les mécanismes des combinaisons nécessaires entre officiel, semi-officiel et non-officiel (combinaison qui touchent même les grandes firmes publiques et privées) et en particulier on n'a pas étudié comment fonctionne la discipline sociale dans les segments sociaux dominés par ces "économies", voire le "contrat social" qui s'y est imposé et donc le rapport normes-règles

⁵ Là je fais référence à la théorie des identités collectives proposée par A. Pizzorno, que je considère assez utile dans ma tentative d'esquisser une sociologie de la nation italienne

⁶ Parmi les travaux et publications que j'ai réalisés le long de cette recherche, je signale mon mémoire de diplôme de l'EHESS (1984) "Sociologie du rôle géostratégique de la Sicile", les articles : "L'évolution de la politique de défense en Italie" (*Défense Nationale*, Oct. 1985); "La politica di difesa in Italia", *il Ponte*, n°8, 1985); "Le phénomène mafioso" (*Les Temps Modernes*, 1987); "La réflexion stratégique en Italie", Paris, FEDN, 1989 (rapport de recherche pour le compte de la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale). Parallèlement j'ai réalisé et dirigé plusieurs recherches portant sur différents aspects des migrations internationales et en particulier des migrations italiennes (aspects socio-politiques; dynamiques des sous-courants migratoires italiens, etc.). Je signale enfin que je suis en train d'appliquer les résultats de ma thèse dans le cadre de plusieurs recherches en cours et en particulier dans le cadre d'une recherche sur la sécurité dans l'Europe en formation et les mutations des représentations des risques, des menaces, de l'ennemi et des enjeux stratégiques (programme MRT "Intelligence de l'Europe"); et d'une autre recherche portant sur les constructions sociales de la sécurité intérieure dans l'espace italien et européen".

polices et leurs actions, sur la campagne de répression de la criminalité organisée, sur les polices "privées", sur les différentes formes de sécurité légales, informelles et illégales; enfin la formation, et les comportements du personnel de l'Etat, et des administrations publiques diverses sont assez négligés. Quant à la recherche sur la défense nationale et en particulier sur les forces armées, notons qu'aucun des nombreux travaux récents dans ce domaine rend compte de ce qui représentent la stratégie politico-militaire et le système de défense dans l'organisation politique de la société italienne⁷. Cette absence de recherche sur l'Etat, sur l'épuisement ou l'absence de capacité de rationalisation et sur le rapport norme-règle est d'autant plus étonnant si l'on tient compte des nombreuses suggestions qu'on peut repérer dans les travaux de plusieurs auteurs: par exemple ceux de M. Aymard (1978), qui fournit certains éléments-clés pour l'interprétation du processus historique italien (notamment en ce qui concerne la longue durée du passage de la féodalité au capitalisme); ceux des sociologues dont R. Catanzaro (1988, 1989) sur le phénomène *mafioso*, l'analyse des mutations de la société proposée par E. Reyneri (1988), l'analyse des aspects politico-institutionnels proposée par G.F. Pasquino (1983,1988, 1990), l'interrogation sur l'"ambiguïté de l'Etat" soulevée par A. Mastropaolo (1986), la réflexion sur l'"ingouvernabilité" et sur les problèmes de régulation sociale abordée par différents auteurs dont notamment Gallino (1987), Lange et Regini (eds. 1987), la critique de la rationalité du choix démocratique et la théorie des variations des identités collectives avancées par Pizzorno (1980-83, 1991), et encore certaines intuitions fort utiles de Curi (1981) sur la "politique souterraine", de Baldassarre (1982) sur la disparition de l'"arrière boutique du pouvoir", de Fontana (1984) sur la reproduction du "transformisme" italien. Ces apports auraient dû pousser à étudier l'"autre côté" du cas italien, c'est-à-dire le devenir de l'Etat et donc de l'organisation politique de la société. Or, l'absence de recherches sur ce sujet conduit assez souvent à se contenter des idées reçues (par exemple l'excès de *statalismo* en Italie)⁸, ou amène à cristalliser le débat sur l'opposition entre la thèse qui considère que l'irrationalité actuelle soit le fait du "trop de démocratie", d'un côté, et la thèse qui dénonce les limites de la démocratie et les néo-autoritarismes⁹.

Les lacunes de la recherche sur la réalité effective de l'organisation politique de la société italienne semblent donc relever d'approches qui non seulement sont parfois marquées par des préjugés idéologiques, mais qui ne se penchent pas sur tout ce qui concerne l'Etat et ses substituts. Il est par ailleurs intéressant remarquer que c'est la recherche littéraire qui a cherché à combler ces lacunes. C'est notamment le cas de Sciascia dont l'œuvre est marquée par une intense tension à la recherche de la vérité dans sa constante enquête sur les complots et les mystères autour du pouvoir¹⁰. Et il est significatif de remarquer que l'épuisement de son élan apparaît comme le résultat de l'impossibilité de faire valoir la vérité et de déjouer les complots autour de la lutte pour le pouvoir. La nouvelle "mode" littéraire qui s'est imposée est celle d'un U. Eco dont les deux romans principaux¹¹ nous montrent que le problème n'est pas tellement celui de dévoiler les mystères ou les

⁷ Mis à part les travaux, souvent remarquables mais encore limités et affectés par des préjugés idéologiques, des historiens que je citerais plus loin, et ceux de quelques sociologues (en particulier Pozzi, 1974-75-76; 1979 et Battistelli (1983; 1990), l'abondante littérature portant sur ce sujet produite au cours des années 1980 est souvent décevante surtout parce qu'elle est dominée par l'approche et les schémas d'analyse de spécialistes de relations internationales qui négligent l'importance de l'interaction entre différents facteurs et acteurs, ignorant entre autres les enseignements encore fort précieux d'auteurs tels que P. Pieri, F. Chabod, E. Ragionieri et d'autres.

⁸ Cette idée reçue a toujours été très répandue non seulement parmi les intellectuels de gauche, mais aussi chez les démocrates et progressistes, laïcs et chrétiens. On verra plus loin qu'elle est le produit d'une analyse sommaire de la réalité effective de l'Etat qui a toujours été vexatoire et brutal, mais de façon irrégulière, à l'égard de ceux qui ne faisaient pas partie des clientèles protégées, parce qu'il a été un Etat partial et parce qu'il n'est jamais arrivé à pénétrer la société civile, voire à exercer régulièrement son rôle de régulateur des relations économiques, sociales et politiques, le rôle d'"acculturation autoritaire" et d'encadrement d'une "société disciplinaire": sa souveraineté a toujours été fort limitée et depuis la fin du fascisme inexistante. D'autre part, l'opposition constante de cet Etat partial à la formation de la Nation, a éliminé toute fonction positive que l'Etat aurait pu avoir.

⁹ Ce débat qui s'est développé depuis la fin des années 1970, est en partie évoqué par G.F. Pasquino (1990). En ce qui concerne la thèse du "trop de démocratie" (thèse aujourd'hui quasi-dominante), parmi d'autres voir Crozi; parmi ceux qui évoquent les limites de la démocratie et les néo-autoritarismes, voir Habermas (1975,1978), Rawls (1982) et les auteurs des contributions à l'ouvrage dirigé par Scartezini, L.Germani e Gritti (eds.1985), dont en particulier Bobbio et G. Germani.

¹⁰ Il suffit penser à *I Pugnalatori*, *Todo Modo*, *l'Affaire Moro*, *La scomparsa di Ettore Majorana*, et à son dernier *Il cavaliere e la morte*, qui exprime ouvertement l'épuisement de son élan comme résultat de l'impossibilité de faire valoir la vérité et de déjouer les complots du pouvoir (son identification à un policier qui se résigne à mourir juste après avoir vérifié cela une dernière fois est particulièrement éloquent).

¹¹ *In nome della rosa*, et *Il pendolo di Foucault*

complots, qui ont toujours existé et qui existeront puisqu'ils correspondent à un besoin de l'homme et aux formations sociales qu'il produit. Il s'agit alors d'en comprendre le jeu et la fonction de représentation sociale. L'approche sémiologique semble donc se fondre dans une production littéraire amusante et gratifiante qui toutefois ne semble plus inciter, comme était le cas de Sciascia, à la recherche de la vérité et à la dénonciation du pouvoir.

Du point de vue de la recherche sur l'organisation politique de la société italienne, l'intérêt de ce phénomène littéraire réside dans le fait qu'il semble correspondre aux représentations des mystères, des complots, de la vérité et des enjeux, assez répandues en Italie, aussi bien parmi les magistrats, les policiers, les politiciens, que parmi les citoyens. L'inflation des enquêtes sur les affaires diverses, les complots et les mystères qui ont marqué l'histoire de l'Italie républicaine¹², l'impunité perpétuelle, semblent avoir conduit à la conclusion qu'il y a rien à faire, qu'il faut s'habituer aux énigmes vraies et fausses, à la pluralité des vérités, à la relativité de tout ce qui concerne les normes, les rôles et les procédures établis par le droit national et international.

Nous pensons que cette résignation à l'impuissance face à l'anamorphose de l'Etat de droit démocratique relève, entre autres raisons, de l'impasse de la sociologie et de la science politique appliquées au cas italien. Cette impasse se conjugue avec l'absence de recherches portant sur **l'accumulation des échecs et des déviations des changements sociaux et politiques, et sur la répétition des déformations des réformes**, ce qui, on le verra plus loin, apparaît comme l'un des traits principaux de l'histoire italienne.

II. *Aux origines de l'anamorphose de l'Etat de droit démocratique et de l'échec de la formation de la nation en Italie*¹³.

Par rapport au modèle idéal weberien concernant le processus historique de rationalisation, dont les deux principaux artisans ont été selon Weber le capitalisme et la bureaucratie, on peut dire que dans le cas italien ce processus échoue parce qu'il demeure limité à quelques zones du pays et parce qu'il est déformé. La longue durée du passage du féodalisme au capitalisme (qui, comme l'observe Aymard, 1978, en Italie a été assez précoce) et le développement de celui-ci produisent le plus souvent des situations et des figures sociales **hybrides**¹⁴ qui ne conduisent pas à l'industrialisation généralisée, ni à une véritable organisation capitaliste des relations économiques et sociales. Dans nombreuses zones de la péninsule et des îles les résidus féodaux continuent à persister, s'adaptant au nouveau et se combinant avec les aspects et éléments modernes du capitalisme qui par ailleurs est incarné le plus souvent par le financier, le commerçant, le gérant de biens, le médiateur, plutôt que par l'ancêtre du patron schumpeterien qui prend des risques et investit dans l'outil de travail et dans l'organisation de la production. Les différentes réalités italiennes sont caractérisées à la fois par leur dimension restreinte et par le caractère arriéré de leurs zones intérieures. Cela n'empêche pas l'importance de leurs échanges avec des réalités même très lointaines, ce qui explique la coexistence d'un "localisme" parfois exacerbé et d'un "cosmopolitisme" surprenant.¹⁵

¹² Comme nous verrons par la suite, l'histoire italienne de l'après 1945 a toujours été particulièrement bouleversée par les explosions de violence due à des complots divers auxquels ont été mêlés à la fois des fractions des services secrets italiens et étrangers, certains groupes d'intérêt, les terrorismes et la criminalité organisée. Le conflit entre fractions des services secrets et des groupes de pouvoirs dominants a produit continuellement une multitude d'actions pour dévier les enquêtes, ce qui a par ailleurs conduit à l'impunité des coupables puisque la vérité officielle n'a jamais pu être établie de façon définitive et complète. Cela relève du fait que les forces ayant intérêt à l'impuissance de la justice de l'Etat de droit démocratique ont pu manipuler les codes civils et pénal et les procédures comme dans un procédé d'anamorphose au point qu'on puisse prouver tout et le contraire de tout, voire obtenir une mesure de justice qui annule la précédente. Bien évidemment, cela ne fonctionne qu'au profit des forces disposant de moyens appropriés, voire de juristes très habiles, d'agents des services secrets et éléments de l'appareil étatique recrutés pour cela et d'un bras armé pour exercer la menace.

¹³ L'intérêt de remonter à la Renaissance réside dans le fait que certaines caractéristiques de l'actuelle situation italienne et européenne peuvent être considérées semblables à celles de cette époque; cela pourrait faire penser que la longue confrontation ou adaptation mutuelle entre l'Etat et la société semble se résoudre dans une sorte de victoire de la société, voire l'échec de la longue tentative de rationalisation telle qu'avait été théorisée par M. Weber.

¹⁴ Comme nous verrons par la suite cette remarque a commencé à être partagée par plusieurs auteurs (par ex. Catanzaro et Mastropaolo); en effet, sa formulation s'appuie sur les suggestions qu'on peut trouver dans les travaux portant sur les phases et aspects divers du processus historique italien.

¹⁵ Comme nous verrons par la suite, cet aspect reprend aujourd'hui une grande importance.

Le capitalisme qui s'affirme en Italie a le plus souvent les caractéristiques de ce que certains auteurs ont appelé le *broker-capitalism*¹⁶, et non pas les caractéristiques du capitalisme qui se développe dans quelques aires urbaines italiennes et européennes (notamment dans ce qui sera le triangle industriel Turin-Gênes-Milan, auquel s'ajouteront d'autres aires urbaines).

La conception libérale qui se développe en Italie apparaît assez hostile à n'importe quelle forme de régulation étatique qui ne soit pas asservie ou qui du moins ne fasse pas obstacle aux stratégies particularistes des acteurs économiques dominants. Cette conception est donc hostile à la subordination de la liberté de choix de l'acteur économique à l'égard de l'affirmation de la souveraineté de l'Etat dans l'organisation de la société. En particulier elle est hostile à la subordination à l'égard de la stratégie politico-militaire étatique dès que celle-ci va au-delà de la protection immédiate des intérêts et des biens de l'acteur économique¹⁷. Autrement dit, l'acteur économique dominant en Italie (tout comme dans d'autres réalités méditerranéennes et européennes) imagine le processus d'affirmation de l'Etat et de normalisation des relations économiques et sociales uniquement dans le sens d'une flexibilité des institutions et des normes qui puisse permettre de privilégier son particularisme, ce qui va inévitablement à l'encontre de l'organisation rationnelle de la société et de la souveraineté de l'intérêt collectif.

Confrontée au *broker-capitalism*, la formation et le rôle de la bureaucratie et donc de l'Etat ne peuvent pas aller dans le sens du processus de rationalisation weberien. Les caractéristiques et les dimensions des formations politiques présentes en Italie au moment de l'affirmation de l'Etat en Europe (l'importance des villes, les républiques, les petites tyrannies, la Papauté), les conflits continus entre elles, sont tout d'abord conditionnés par la prédominance des particularismes divers sur l'affirmation de l'Etat de droit souverain. Cela se traduit dans le fait que, en Italie, le *power-broker* (le médiateur de pouvoir) peut être considéré comme la figure centrale de l'organisation politique de la société. Dans la réalité effective, celui-ci gère la société locale traduisant selon ses règles et ses méthodes les normes et les fonctions de l'Etat. Cela parce que le pouvoir central n'est pas en mesure de pénétrer la société locale qui est enfermée dans ses règles spécifiques habilement manipulées par le *power-broker*, d'où sa capacité de contraindre l'Etat à lui accorder la faculté d'en être la traduction pragmatique.

Cela permet la perpétuation de la segmentation hétérogène de la société italienne et de la multiplicité des souverainetés et des formes de discipline sociale. Les polices et les forces armées des Etats italiens sont toujours asservies aux intérêts particularistes du dominant, sans jamais incarner le respect de l'Etat de droit (voir Canosa, 1976). Leur action se combine ou est en concurrence avec celle des bras armés des *power-brokers*, ce qui évidemment empêche à la population de concevoir la possibilité d'une justice dans le respect des normes officiellement proclamées. Cela veut dire qu'en Italie la formation d'une véritable bureaucratie étatique indépendante des forces particularistes et consacrée à l'affirmation de l'Etat, est pratiquement impossible, ce qui a toujours été motif de frustration de ceux qui "rêvaient" d'un ordre politique fondé sur des normes intangibles et souveraines. On peut donc dire qu'en Italie le processus de rationalisation, c'est à dire de régulation des relations économiques, sociales et politiques selon les normes propres à l'Etat de droit souverain, est limité sinon dévié puisque les artisans de ce processus (le capitalisme et la bureaucratie) demeurent *immergés* dans ce qui Weber appelle les "catégories élémentaires du social (la violence et l'instinct du pouvoir), c'est à dire les traits

¹⁶ Comme le remarque Catanzaro (1988), ce terme a été défini par J. et P. Schneider (1976) comme formation sociale diverse du féodalisme et du capitalisme, du fait que les fonctions de médiation y acquièrent un rôle crucial. Voir aussi les réflexions de A. Mastropaolo (1989, in *Polis*) à propos de l'ouvrage des Schneider. Quant au terme *power-broker*, comme le remarque A. Pizzorno (1987), c'est d'abord E. Wolf (1966) qui l'a défini et c'est ensuite A. Blok (1976) qui l'a réélabore pour désigner une figure sociale qui réunit à la fois la fonction de médiateur commercial, de médiateur de pouvoir et de médiateur social et culturel. Ces deux termes ont été utilisés en particulier dans des études sur la Sicile et sur la mafia, mais ils peuvent être appliqués également à bien d'autres cas similaires et en particulier à bien d'autres zones italiennes du Centre et du Nord. Parmi d'autres, voir à ce propos l'étude de Silvermann (in Graziano, éd. 1974). J'ai eu l'occasion de vérifier la validité de ces termes à travers l'étude de certains sous-courants migratoires italiens (les Ciociari -originaires de la Vallée de Comino-Latium-; les Scaldini -originaires de deux vallées des Apennins situées à cheval sur les provinces de Parme et Plaisance-; les Valverdini -originaires de la Valle del Verde-Lunigiana-Lucque -juste à côté des vallées des Scaldini mais sans jamais de rapports entre eux; les Calabrais -originaires de deux villages de la Sila; voir Palidda, 1982; 1987; 1990) en coll. avec Campani et Catani (1987; 1988)

¹⁷ Il est à cet égard significatif rappeler le rapport entre bourgeois et militaires tel qu'est représenté dans les comédies de Goldoni - voir Momo 1973; Del Negro, 1979.

caractéristiques d'acteurs dominants les formations sociales ou les segments sociaux qui n'ont pas réussi à conquérir un contrat social officiel et moderne.

La suprématie des particularismes et en même temps le "cosmopolitisme" des acteurs dominants les différentes entités politiques italiennes conduit à l'échec de la Ligue des Etats italiens qui entre la fin du XVe et le début du XVIe siècle aurait dû empêcher l'affirmation de la domination étrangère sur la péninsule italienne. Comme le remarque Pieri (1952) à l'extraordinaire richesse et vivacité économique, artistique et même militaire italienne ne correspond pas une capacité politique apte à créer la cohésion nécessaire pour la réussite d'un dessein politique italien, opposé à l'affirmation de l'empire. Les armées qui envahissent l'Italie sont financées le plus souvent par des capitaux italiens, se prévalent de militaires italiens et des soutiens manifestes ou secrets de familles dominantes. A l'encontre de certaines interprétations géo-politiques¹⁸ et du pseudo-concept de "proximité culturelle et religieuse" comme facteur d'intégration¹⁹, remarquons que les forces économiques, les militaires et les gouvernants italiens de cette époque (et, on le verra, cela se reproduit jusqu'à nos jours) se méfient moins des Etats européens les plus lointains que de l'Etat voisin. Ainsi, ils préfèrent s'allier avec les premiers contre le voisin, soit parce qu'ils craignent davantage les visées de celui-ci, soit parce que leur expérience historique leur fait penser qu'ils ont intérêt à marchander leur subordination au dominant étranger le plus puissant sur la scène euro-méditerranéenne en échange de marges d'autonomie dans la gestion de leur société locale. Ceci d'autant plus que rien ne prouve que les sacrifices qu'implique la conquête d'une souveraineté italienne puisse aboutir à la réussite, mis à part que celle-ci pourrait se traduire dans des conséquences inacceptables du point de vue des intérêts particularistes. Autrement dit, l'idée même de souveraineté italienne est le plus souvent perçue comme un leurre, une abstraction que seuls les poètes et les penseurs éloignés de la réalité effective peuvent souhaiter. C'est dans ce sens là que Chabod (1926) juge le projet de Machiavel "un rêve, beau, audace, mais rien qu'un rêve. En effet, soit qu'on le conçoit dans sa version la plus courante (le prince, le *condottiere* qui, devançant l'histoire, met en place une nation armée pour assurer l'établissement d'un Etat souverain), soit qu'on le conçoit dans sa version plus pure (l'affirmation des principes, voire des normes propres à un Etat de droit -cf. Lefort, 1972), le projet de Machiavel, et par la suite ceux plus ou moins similaires²⁰, ne répondent jamais à la question de savoir pourquoi et comment la réalité italienne puisse produire une alternative à l'affirmation de l'empire en Europe ou un Etat absolutiste à l'échelle péninsulaire. D'autre part, comme le soulignent certains auteurs (dont Badie, Birnbaum, 1979), l'affirmation de l'Etat moderne se réalise non pas comme affirmation d'un modèle unique, mais comme multiplication de formes d'organisation politique adaptées aux différentes sociétés. La seule

¹⁸ Il est assez étonnant que nombre d'auteurs de différents disciplines, mais surtout nombre de spécialistes des relations internationales et des stratèges, reprennent le flambeau d'une géopolitique qui, comme écrivait Chabod (1976, p.11-16 -première édition 1956), érige des banalités au rang de lois ou critères scientifiques, débouchant sur un déterminisme absurde, sans comprendre que c'est toujours le rapport entre l'homme et les facteurs ou contraintes diverses qui décide le cours de l'histoire et que c'est toujours le choix humain à être décisif. Parmi les derniers auteurs qui semblent ignorer ces enseignements de Chabod, notons Santoro (1991) qui prétend reconstruire l'histoire italienne comme histoire d'un Etat oscillant entre la velléité de tenir le rang de grande puissance et "son rang naturel de moyenne puissance", que cet auteur souhaite mettre en valeur. L'analyse de cet auteur ignore les travaux historiques les plus importants et surtout ignore toute interrogation sociologique sur la souveraineté de l'Etat italien à l'intérieur du pays comme par rapport à l'extérieur.

¹⁹ Ce pseudo-concept (ainsi que son inverse, "distance culturelle et religieuse"), est devenu un lieu commun vulgarisé par les médias pour "expliquer" l'"impossibilité" d'intégrer les immigrés non-latins dans les sociétés européennes. Ce critère est tout à fait arbitraire et ne peut découler que d'une vision superficielle du phénomène migratoire et de l'interaction entre immigrés et autochtones. Comme j'ai eu l'occasion de le montrer dans mes recherches sur les sous-courants migratoires italiens, la "proximité culturelle et religieuse" entre réseaux de Siciliens et d'originaires de vallées italiens parfois contiguës, et entre eux et les autochtones des différents départements français où ils se sont installés, ne semble pas être majeure que celle existante entre Français de différentes régions. Pour ne faire qu'un exemple, le clergé français, tout comme une partie du clergé italien, notamment à l'époque du fascisme, a toujours perçu les croyances et les pratiques religieuses des Ciociari ou des Siciliens comme païennes, "barbares", en tout cas incompatibles avec la religion catholique romaine; autre exemple, les conflits entre les gens des vallées de la Lunigiana (Toscane) ou d'autres régions ont toujours été assez aigus et l'appartenance commune à une seule entité politique, culturelle et religieuse italienne n'a jamais été vraiment ressentie comme égale aux appartenances spécifiques.

²⁰ Rappelons également que les "erreurs" de Machiavel se reproduisent chez le Gramsci "léniniste" qui abandonne sa recherche d'un projet politique centré sur les "conseils ouvriers" et la démocratie directe (projet proche des réflexions du Marx des Grundrisse, du premier Lénine des soviets et de R. Luxemburg), pour un projet machiavélien centré sur le césarisme progressiste, incarné par le Parti Communiste (le nouveau prince) qui aurait dû réaliser l'établissement d'un Etat socialiste souverain, voire l'accomplissement de toutes les révolutions échouées en Italie, grâce à sa capacité d'unir la mobilisation du prolétariat du Nord avec celle des paysans du Sud.

alternative concevable était bien celle envisagée par la Ligue des Etats italiens, idée ensuite cultivée par ceux qui rêvaient d'une confédération d'Etats. Mais une telle alternative n'aurait pu s'imposer qu'à la condition que l'organisation politique des sociétés locales italiennes soit non seulement compatible avec un dessein politique rationnel et global, mais également à la condition de mobiliser la majorité de toutes les classes et couches sociales dans ce but. Autrement dit, il fallait un projet de formation de la nation qui puisse justifier le sacrifice de chacun pour un bien collectif difficilement identifiable dans une situation où le gouvernant a toujours dominé par l'arbitraire, n'assurant jamais l'équité, ni la suprématie de l'intérêt collectif sur celui particulariste du plus fort. D'autre part, comme le prouve l'histoire politico-militaire italienne de la Renaissance jusqu'à l'unité, les différentes réalités de la péninsule et des îles, les intellectuels, les militaires et les hommes d'affaires italiens peuvent être identifiés moins comme appartenants à un univers italien que comme appartenant à l'univers euro-méditerranéen, voire mondial²¹. Prétendre d'encadrer ces réalités, ces acteurs et leurs dynamiques différentes dans un seul Etat, ne pouvait conduire qu'à un Etat de compromis, bien divers de celui imaginé par les différents penseurs de l'organisation politique de la société.

*

II.2. L'affirmation de l'Etat unitaire n'est pas l'affirmation du "modèle piémontais"²² à l'ensemble de la péninsule et des îles italiennes, mais plutôt l'affirmation d'un Etat de compromis instable dont la souveraineté est inévitablement limitée tant à l'intérieur que par rapport à l'extérieur. Comme a été dit par nombre d'auteurs de l'époque, le Risorgimento fut une révolution échouée (Pieri, 1962; Bobbio, 1990), ne permettant pas ni de forger la nation, ni d'établir les conditions favorables à l'affirmation d'un Etat de droit souverain, voire effectivement indépendant à l'égard des intérêts particularistes et donc garant de la suprématie de l'intérêt collectif national. En effet, l'unité politique italienne se fit contre la nation, puisque la famille royale, les classes dominantes locales, le clergé, bref tous les acteurs dominants la scène économique, sociale et politique italienne, soutenus par des Etats étrangers, étaient farouchement hostiles à la formation de la nation, perçue comme une menace non seulement à la monarchie, mais également au système de pouvoir qui permettait à ces acteurs une exploitation souvent moyenâgeuse des classes laborieuses. La souveraineté de l'Etat italien est donc subordonnée, dès sa mise en place, à l'entente entre les forces les plus conservatrices dominantes les différentes régions italiennes, profitant de la faiblesse, des conflits et des ambiguïtés des forces libérales et démocratiques. L'appareil militaire de l'Etat est alors appelé à défendre cet Etat de compromis contre les révoltes populaires et la mobilisation de ceux qui revendiquaient des réformes démocratiques. Trois quarts de l'armée sont lancés dans l'une des répressions parmi les plus brutales de l'histoire européenne. Remarquons que l'alternative militariste proposée par Garibaldi était impraticable (former une armée populaire pour continuer la guerre contre l'Autriche)²³. Comme l'avait remarqué C. Pisacane, le problème était que les forces libérales et démocratiques n'arrivaient pas à établir et organiser le lien indispensable entre révolution sociale et conquête de la souveraineté nationale (leur division se reproduit et favorise toujours les forces

²¹ Sur cet aspect, les travaux de Pieri (1952 et 1962) sont particulièrement précieux puisqu'ils réunissent presque tous les documents concernant les faits, les trajectoires personnelles et les débats politico-militaires de la période qui va de 1494 à 1516 et ensuite de la Révolution française jusqu'à l'unité italienne (1861-71). Signalons aussi les essais de Ancona (1976), Saitta (1955), Valeri (1942). Sur les migrations des militaires, artisans, artistes et techniciens italiens voir aussi F. Savorgnan Di Brazza (1946; cité in Palidda, 1992)

²² Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu une tentative de ce que Ragionieri (1976) appelle la "piémontesisation" en ce qui concerne en particulier une partie de l'appareil des Etats d'avant l'unité et notamment l'appareil militaire (voir RoCHAT, Massobrio, 1978). En effet, le compromis qui s'impose (cf. infra) conduit à un hybride qui, à certains égards a été perçu presque comme un processus de "méridionalisation" de l'Etat italien (matérialisé par le nombre de plus en plus important de politiciens, fonctionnaires et militaires d'origine méridionale), alors qu'il s'agit plus précisément du résultat du compromis instable entre les multiples tendances et intérêts, ce qui conduira d'abord au "transformisme" et ensuite à ce que j'appelle l'"œcuménisme politique", en passant par les parenthèses représentées d'abord par le régime de Crispi puis par le fascisme. Sur la reproduction du transformisme en Italie, voir l'article de Fontana (1984).

²³ Pour un cadre complet du débat politico-militaire de la période du Risorgimento et de l'unité italienne, voir en particulier Pieri (1962). Remarquons qu'il est assez étonnant que les démocrates et la gauche continuent à exalter Garibaldi parmi les héros du Risorgimento italien, alors que, au delà de son talent de militaire opérationnel, il n'avait aucune capacité de penser rationnellement les enjeux politiques et son instinct le conduisait à ne voir que des solutions militaristes totalement impraticables : comment croire que par une simple décision du premier gouvernement de l'Italie les populations italiennes soient prêtes à mourir pour une patrie inexistante, tandis que l'Etat réel ne leur réserve qu'une répression brutale leur niant tout accès à la citoyenneté.

conservatrices). Malgré l'énorme déploiement de force et des années de répression brutale, l'Etat qui s'affirme contre la nation n'est pas en mesure d'assurer régulièrement l'ordre public et encore moins l'encadrement de la société. L'église catholique continue à garder une emprise considérable sur l'organisation des sociétés locales grâce à sa tolérance à l'égard d'un catholicisme populaire qui parfois se confond avec les croyances magiques et les éléments païens (à noter qu'elle est en conflit ouvert avec l'affirmation de l'Etat national, s'opposant au service militaire et à d'autres allégeances même si, souvent, cela sert à défendre le statu quo d'un système de pouvoir local caractérisé par les résidus féodaux). D'autre part, les *power-brokers* veulent garder l'autonomie de gestion des sociétés locales, qu'exercent combinant le recours à l'Etat avec leurs propres règles, forces et méthodes. C'est notamment en Sicile que cette situation atteint l'extrême donnant aux familles *mafiose* la possibilité de se prévaloir du droit pour exercer leur libre arbitre dans la domination des segments divers de la société locale. Face à cette situation les tentatives de ceux qui auraient voulu l'assainir et établir la souveraineté de l'Etat de droit (notamment Franchetti et Sonnino -voir Catanzaro, 1988) sont vouées à l'échec, voire à un constat d'impuissance. En effet, toute tentative de ce type ne peut qu'échouer tant que la souveraineté de l'Etat de droit va au seul bénéfice des groupes d'intérêt et des acteurs les plus forts, n'assurant pas l'accès de tous à la citoyenneté. Contrairement à ce qui a toujours été un lieu commun fort répandu parmi les démocrates, chrétiens et laïcs, l'unité italienne n'a pas conduit à une "excessive centralisation du pouvoir". La centralisation a été partielle et limitée à certains aspects; le *statalismo* (impôts, régime policier, etc.) a toujours été brutal à l'égard des masses non-protégées, voire non-encadrées dans les systèmes clientélares ou qui se soustraient aux dominations locales et sectorielles, alors que l'Etat a toujours été complaisant et même reconnaissant à l'égard des acteurs les plus forts, au delà de leur respect des lois. Il est par ailleurs important de remarquer que, assez souvent, les démocrates et la gauche ont défendu ou revendiqué des libertés, des réformes, des garanties, "moins d'Etat", objectifs dont les premiers à s'en emparer ont toujours été les forces réactionnaires et les aspirants au rang de *power-brokers*. En effet, les démocrates et la gauche ont souvent confondu l'affirmation de l'Etat de compromis avec l'affirmation d'un Etat hobbesien ou schmittien, voire d'un autoritarisme rationnel, toujours rejeté par la majorité libérale (laïque et chrétienne) des penseurs italiens de la Renaissance à nos jours. C'est cette vision libérale qui conduit les forces démocratiques à croire que les tons parfois jacobins ou bismarckiens de certains gouvernants italiens, se traduisaient dans l'organisation de ce qui Foucault a appelé la "société disciplinaire"²⁴. Remarquons d'abord que l'Etat italien ne disposera jamais (et encore moins aujourd'hui) des structures, des moyens et d'une véritable politique de formation de la bureaucratie étatique, comparables à ceux d'autres Etats²⁵. Cela ne peut que limiter les capacités d'encadrement de la société de la part de l'Etat. Dans la réalité effective italienne, la discipline sociale n'est pas le résultat d'une articulation plus ou moins précise d'un seul système de concentration, de répartition dans l'espace, d'ordonnancement dans le temps, de combinaison espace-temps, voire le résultat d'une seule organisation des "milieux d'enfermement". Il suffit de penser qu'encore à la fin des années 1950 la scolarisation élémentaire n'arrive pas à toucher l'ensemble de la population et l'école est rarement en mesure d'exercer le rôle d'"acculturation autoritaire" qu'on lui a attribué en France. Le corps des enseignants n'a pas du tout été formé pour assurer une telle tâche. Il est par ailleurs significatif qu'en Italie le terme "civisme" veut dire convivialité, bonnes manières, civilité, alors qu'en France veut dire "sens de responsabilité et des

²⁴ Dans un récent article, G. Deleuze (1990) avance la thèse qu'il y aurait eu passage des "sociétés disciplinaires" aux "sociétés des contrôles". "Les enfermements- écrit Deleuze- sont des moules, des moulages distincts; les contrôles sont une modulation, comme un moulage auto-déformant qui changerait continûment d'un instant à l'autre, ou même comme un tamis dont les mailles changeraient d'un point à l'autre". Cette thèse est sans doute innovante et en partie correspond à notre idée de segmentation de la société et de prolifération des souverainetés; cependant nous ne sommes pas d'accord avec Deleuze quand il a tendance à reproduire l'idée que tout peut être reconduit à une seule logique des contrôles, ce qui revient à dire qu'on est en face d'un Panopticon ou un Léviathan modernes, ou "post-modernes", mais toujours d'un seul et ultime point de confluence des pouvoirs articulés. Au contraire, ma thèse tend à démontrer qu'il n'y a pas une seule logique, ni un seul sens des souverainetés; il existent différents "tamis" qui répondent à plusieurs stratégies différentes et mêmes opposées d'où le fait historiquement nouveau (ou si l'on veut le retour à la situation pré-étatique) que la possibilité d'une organisation rationnelle de la société contemporaine ne peut pas passer par l'affirmation d'une souveraineté sur les autres, ni par la conciliation et la coexistence entre elles.

²⁵ Mis à part les académies et les écoles militaires et la formation des diplomates de carrière, la formation du reste de la bureaucratie étatique et en général du personnel de la fonction publique n'a jamais disposé d'écoles nationales; quant aux cadres des grandes entreprises privées, notons que leur formation était (et est) assurée tout d'abord par des écoles à l'étranger et par les structures propres à ces entreprises.

devoirs du citoyen" ou même "dévotion du citoyen à sa patrie", voire "patriotisme" (cf. Robert). Les autres structures publiques, notamment fort peu nombreuses, n'arrivent non plus à exercer le rôle de milieux d'enfermements d'une société disciplinaire. Au-delà des exagérations dues aux préjugés des auteurs pacifistes, le rôle des forces armées, de la caserne dans la "militarisation de la société" à travers le service national obligatoire demeure fort limitée. Malgré le *matriottismo* élaboré par De Amicis²⁶, le sentiment d'appartenance nationale et la popularité des forces armées ne peuvent jamais devancé l'indifférence, la méfiance sinon la haine profonde, alimentées dans la majorité de la population par les brutalités continues d'un appareil militaire étatique garant de l'arbitraire et jamais capable d'éliminer la criminalité organisée, souvent tolérée et parfois protégée. Quant aux usines et autres unités productives modernes, elles n'occupent qu'une minorité de la population active. Notons aussi que le capitalisme italien a toujours été particulièrement marqué par le caractère familial, qui s'est reproduit jusqu'à nos jours²⁷, ce qui fait privilégier une organisation sociale fondée sur les règles plutôt que sur les normes instituées et le rôle de l'Etat.

La discipline sociale et le sentiment d'appartenance qui dominent en Italie relèvent donc de la spécificité de chaque segment de la société italienne, c'est à dire de la famille, de la parenté, de la paroisse, du village, ou, plus rarement, de l'organisation syndicale et politique. Ces segments, ne sont pas des "milieux d'enfermements" répondant à une seule logique, mais des lieux d'organisation de la société locale dont les règles et les rapports de force assurent la domination de l'acteur plus fort, ce qui peut être compatible ou même antagoniste aux normes et aux mécanismes de fonctionnement de l'Etat. Il est par ailleurs significatif de noter que le premier et le plus important roman populaire italien (*les Fiancés* de Manzoni) ne va certes pas dans le sens de contribuer à la formation d'un sentiment d'appartenance nationale. Le message de ce roman se résume dans l'exaltation des ressources propres et de la foi en Dieu comme unique possibilité que a le peuple pour faire face aux puissants et au pouvoir qui sont décrits comme toujours injustes. Et c'est à travers la figure de *l'azzecagarbugli* (le magouiller, chicaneur) que Manzoni donne une idée précise de ce qui encore aujourd'hui est en Italie le rapport avec la justice : *fatta la legge trovato l'inganno* (dès que la loi est faite on trouve la magouille pour la contourner; ainsi la démocratisation sera perçue comme généralisation de la faculté de déformer l'Etat de droit pour faire prévaloir les intérêts particularistes)²⁸. D'autre part, en Italie la laïcité a toujours été

²⁶ Voir le remarquable essai de Del Negro(1979). De Amicis a été un auteur très important dans la tentative d'acculturation nationale en Italie; ses livres ont été adoptés dans les écoles primaires jusqu'aux années 1960 (notamment *Cuore*, récemment traduit en feuilleton télévisé). Le *matriottismo* consiste dans l'homologie entre société militarisée et société civile: dans la société civile on a la maison, la famille et la mère; dans la société militarisée on a l'Italie (la grande maison), l'armée (la grande famille), la patrie (la mère de tous) et sur toile de fond on a la foi en Dieu qui protège les humains. L'objectif de De Amicis est de contrecarrer la propagande des pacifistes s'appuyant sur des valeurs sûres largement partagées par la population italienne. Pour De Amicis le vrai peuple est celui qui est encadré dans l'armée et celui qui collabore avec celle-ci, alors que les insoumis, les déserteurs, les foules manipulées par les subversifs qui tirent contre les braves soldats ne font pas partie du peuple.

²⁷ Les premières grandes firmes privées italiennes appartiennent précisément aux familles qui ont su gérer les passages d'une génération à l'autre adaptant leur esprit familiste à la modernisation : c'est le cas des familles Agnelli, Ferruzzi, Pirelli, Pesenti, Benetton, Marzotto, Barilla, Buitoni, c'est à dire des anciennes et des plus récentes qui ont émulé les premières (cf. A. Calabro, 1991). Cela est le cas aussi des moyennes et petites entreprises dont les faillites apparaissent souvent comme le résultat de l'échec du passage intergénérationnel (voir en particulier une récente enquête -1990- de l'Institut *NOMISMA* de Bologne).

²⁸ Il est connu que dans tous les pays la machine judiciaire fonctionne avec des grandes difficultés et qu'il y a un nombre de plus en plus croissant de cabinets d'avocats dont le travail ne consiste qu'à étudier comment contourner la loi (à commencer par l'identification des failles ou des vides de la loi). En Italie ce phénomène semble encore plus important et aggravé par le fait que le mécanisme de la machine judiciaire crée des vides juridiques; par exemple, dès qu'une loi est votée par le Parlement, son application donne lieu à plusieurs interprétations; on fait alors recours à la Cour Constitutionnelle pour savoir quelle est l'interprétation correcte qu'il faut retenir; dans l'attente, parfois assez longue, toutes les interprétations sont admises. A cela s'ajoute le fait que le gouvernement a de plus en plus recours aux décrets de loi, qui, s'ils ne sont pas transformés en loi par le Parlement dans les trois mois suivants, n'ont plus aucune valeur. Puisque cela arrive fréquemment, il se produit ainsi un état de droit irrégulier, voire un passage continu de la loi au vide de loi ou à la possibilité d'adopter plusieurs lois parfois en conflits entre elles (anamorphose). En outre, l'énorme accumulation des lois oblige les processus décisionnel à des "parcours de labyrinthe", voire à rendre impossible leur aboutissement ou à chercher des raccourcis illégaux. Ajoutons que l'Italie est le pays où l'évasion fiscale, les actes abusifs, voire toute sorte d'infraction à la loi, sont les plus nombreux; cela a été alimenté par le fait même que le gouvernement décrète périodiquement ce qu'on appelle les *sanatorie*, voire des amnisties des infractions (notamment l'évasion et les fraudes fiscales et les constructions abusives, qui représentent la majorité du parc immobilier actuel, en particulier au Sud, d'où est parti récemment un mouvement national revendiquant l'amnistie). Ainsi, le sentiment répandu est que celui qui respecte la loi est un stupide, sinon un déviant, car la "norme" de la majorité est désormais la règle d'agir selon le libre arbitre. D'autre part, les démocrates légalistes, les syndicats et la gauche n'ont jamais vraiment mobilisé le pays pour l'établissement d'un Etat de droit impartial, à commencer par éliminer l'insupportable injustice fiscale actuelle qui consiste dans le fait que ceux qui payent sans faille les impôts sont uniquement les

minoritaire, voire perdante; mis à part l'anticléricalisme exacerbé des quelques anciens anarchistes ou révoltés d'autrefois (par exemple en Toscane ou même dans les territoires de la Papauté), le sort de la laïcité a été le même que celui de la tentative d'affirmation d'un Etat rationnel. On pourrait dire même que l'impossibilité de reconnaître à l'Etat le rôle de rationalisation des relations sociales et le rôle de garant de la souveraineté de la loi et donc de l'intérêt collectif, voire de l'universalité, a annulé la possibilité et l'utilité de la bataille pour la laïcité. Notons aussi que la caractéristique populiste de la plupart des laïcs italiens (de gauche ou de droite) les a souvent conduit à éviter toute opposition à l'égard de la religiosité²⁹. Par ailleurs, l'église catholique italienne a toujours gardé son autonomie à l'égard du pouvoir politique, se réservant la possibilité d'être près de la population lorsque celle-ci était en conflit ouvert avec le pouvoir politique et l'Etat. Ainsi, alors qu'en France l'église catholique n'a jamais mis en question (du moins ouvertement) la souveraineté de l'Etat, voire même l'allégeance du catholique à l'égard du pouvoir, l'église italienne a toujours fait valoir le principe que le catholique est toujours subordonné tout d'abord à Dieu et donc à l'église et ensuite à l'Etat; de ce fait seule l'église a le pouvoir d'établir si une loi ou un ordre soient justes ou injustes. Cela justifie aussi les comportements qui relèvent de la suprématie des règles informelles propres aux appartenances spécifiques (famille, parenté, réseaux, groupes, communauté locale) par rapport aux normes propres à l'Etat de droit. Or, dans une société où ce sont tout d'abord les appartenances spécifiques (aux "structures primaires", à l'organisation religieuse ou à l'organisation syndicale ou politique) qui dominent, car le "contrat social" n'est pas une alternative crédible faute d'un Etat garant, il est alors évident que la laïcité en tant qu'affirmation de l'universalité et de la rationalité n'est invoqué par personne, sauf par quelques uns qui rêvent d'un jacobinisme italien.

Les capacités stratégique-militaires

La faiblesse historique de la défense nationale italienne, c'est à dire des capacités politico-militaires de l'Italie, correspond à la perpétuation de l'antagonisme entre un Etat asservi aux groupes d'intérêt les plus forts et une grande partie de la population exclue du bénéfice que lui aurait dû donner le droit commun formellement établi. Alors que la conjoncture internationale de l'après 1860 jusqu'au fascisme incitait une partie des gouvernants à nourrir des vellétés de puissance politico-militaire, les conditions internes indispensables à cette puissance n'existaient pas et n'existeront jamais. L'antagonisme entre l'Etat et la formation de la nation se reproduit et la base de masse des projets du colonialisme militaire est toujours aléatoire. La hiérarchie militaire continuait à cultiver ses querelles internes et a gardé son ignorance en matière de stratégie. En effet, elle a toujours été habituée à se consacrer à des tâches policières qui l'ont toujours opposée à la population et à l'idée même de nation armée (Rochat, Massobrio, 1978; Del Negro, 1979). Les forces armées de l'Etat piémontais et ensuite de l'Etat italien n'ont jamais été capables de gagner seules une guerre: c'est toujours grâce à un allié doté de capacités stratégiques qu'elles ont pu vaincre, alors qu'elles ont perdu même quand elles étaient de loin plus fortes que l'ennemi (notamment à Lissa et Custoza). Il est d'ailleurs assez significatif que même les généraux italiens les plus conservateurs (par exemple Pelloux) sont réticents, sinon ouvertement hostiles à toute vellété de projection militaire, car ils ont conscience des limites de leurs capacités stratégiques et des limites des forces et des moyens dont ils disposent. Cette caractéristique policière des forces armées italiennes est le résultat de l'expérience historique des Etats italiens et en particulier de l'Etat piémontais, qui ont toujours cherché la solution des conflits extérieurs par le biais de l'habileté diplomatique et rarement par la mise en valeur de leur force armée, qui dans les meilleures occasions n'a été capable que de gagner quelques batailles. En effet, toute l'histoire politico-militaire italienne prouve que les Etats d'avant l'unité et ensuite l'Etat italien n'ont jamais possédé des capacités stratégiques parce qu'ils n'ont jamais été des sujets institutionnalisés effectivement souverains, capables de concevoir, préparer et

salariés (impôts retenus à la source) alors que l'Etat tolère et amnistie depuis toujours les évadeurs et les fraudeurs (notamment toutes les professions libérales, les indépendants et même les grands patrons, tout comme il tolère les combinaisons entre économie officielles et économies dites non-officielles, ce qui constitue l'un des éléments principaux qui expliquent la reproduction perpétuelle de la criminalité organisée.

²⁹ Je n'aborderais pas les aspects plus philosophiques (voire les éléments constitutifs de la conception du monde des plus importants penseurs italiens, de Machiavel à Gramsci), me limitant à souligner l'essentiel des aspects concernant l'organisation politique de la société.

mettre en œuvre des choix irréversibles dans un temps articulé³⁰. Ainsi, les guerres coloniales italiennes se traduisent dans des aventures hyper-coûteuses, dans des atrocités parmi les plus graves de l'histoire du colonialisme et dans des résultats peu importants et éphémères³¹. Le régime de Crispi, qui peut être considéré un véritable prologue du fascisme, force la société et l'Etat à une aventure qu'ils ne peuvent ni partager, ni soutenir. L'idée des précurseurs du fascisme, dont Corradini, selon laquelle l'expansionnisme militaire aurait dû permettre d'éliminer le conflit de classe qui s'accroissait de plus en plus et donner "virilité" à une bourgeoisie "lâche", se révèle tout à fait velleitaire. Dès la première défaite (Adua, 1.3.1896) le consensus fragile au colonialisme militaire laisse la place aux foules pacifistes qui crient "A bas Crispi, vive Menelik". Même les conservateurs et les bourgeois qui s'étaient fait des illusions sur les avantages immédiats que leur aurait dû apporter le colonialisme militaire, abandonnent le gouvernement et le roi s'arrange pour se décharger de toute responsabilité de la défaite.

Contrairement à une vieille idée reçue, ce n'est pas non plus la première guerre mondiale que peut être considérée une preuve d'accomplissement de l'unité nationale. Il est vrai que les soldats méridionaux sont morts par milliers aux côtés de soldats originaires d'autres régions; mais, comme le soulignent quelques historiens, il ne faut pas négliger que la majorité des soldats ont été obligés à ce sort sous la menace d'être exécutés sur le champ dès qu'ils donnaient l'impression de fuir le front, exécutions effectuées par centaines tout au long du front (Monticone, 1972; Rochat, Massobrio, 1978). Et il est également vrai que pour échapper à ce sort il y eut un phénomène d'insoumission, de désertion et de fuite à l'étranger sans comparaison dans les autres pays européens: tout au long de la guerre les tribunaux militaires instruisent 470.000 procès contre des insoumis, dont 370.000 émigrés; 4000.000 procès pour désertion ou désobéissance, dont 60.000 contre des civils et 340.000 contre des militaires en service; 750 soldats furent exécutés officiellement au front, mais certaines de témoignages font état d'exécutions camouflés comme morts sous le feu ennemi (ibidem).

Le phénomène migratoire

Beaucoup a été dit à propos de l'émigration italienne, dont aujourd'hui on en estime les descendants, éparpillés dans presque le monde entier, à environ 60 millions (c'est à dire un peu plus du nombre actuel d'Italiens résidents sur le territoire national). Bien que comme le soulignait Ragionieri (1974) la migration est un sujet central dans l'histoire italienne, peu d'attention a été accordée à la corrélation entre les différents facteurs et aspects qui concernent l'émigration, l'immigration, les retours, les "ré-départs" et en particulier la corrélation entre la frustration des attentes des luttes politiques et sociales et le choix d'émigrer. C'est déjà pendant et après l'échec du Risorgimento en tant que révolution politique et sociale que l'émigration acquiert en Italie la signification d'alternative à la défaite, voire au maintien ou même à l'aggravation d'un système de pouvoir insupportable. Cavour et certains géographes de l'époque, s'inspirant de l'exemple anglais, avaient imaginé que la colonisation spontanée des Amériques par le biais de l'émigration aurait apporté des bénéfices à la "mère patrie" (Annino, 1974, *il Ponte*, XXX, n°11-12). Mais, l'émigration italienne ne pouvait être canalisée que partiellement et pour un temps bien limitée par l'Etat ou par toute autre organisation. Elle a toujours été caractérisée par le mélange entre nécessité économique et révolte sociale et politique, acquérant dans les faits le sens d'une sorte d'exode, voire d'une anachorèse massive pour échapper à un système insupportable. Imaginée par les premiers socialistes comme choix d'émancipation ou comme poursuite du mythe owenien, elle a toujours été tout d'abord une fuite à l'égard des échecs des luttes populaires, à l'égard de la répression brutale et donc à l'égard du rétablissement de l'injustice, des mafias, voire de la stagnation dans des réalités locales "périphériques", "sans espoir"³². Donc fuite non seulement à l'égard de la "marginalité

³⁰ En ce qui concerne le concept de capacité politico-militaire stratégique, voir Poirier (1986, 1988); Joxe (1990; 1991). Pour ce qui est de l'histoire militaire italienne voir Rochat-Massobrio (1978).

³¹ Pour ce qui est du colonialisme italien, voir en particulier les travaux de Del Boca (1978,79, 82,84,86,88), de Rochat (1972; en coll. avec Massobrio, 1978); sur le racisme italien, voir les contributions réunies dans le numéro spécial de *il Ponte*, XXXIV, 11-12, 1978. C'est notamment avec les opérations de Graziani en Lybie que le colonialisme militaire italien arrive à un quasi génocide de la société libyenne, avec la déportation massive de la population qui subi des pertes énormes et le génocide de tous les animaux.

historique", mais fuite comme unique rupture possible avec une réalité qui ne reproduit et ne modernise qu'un système de pouvoir insupportable.

Le sentiment d'appartenance qui prévaut chez les émigrés italiens relève des valeurs et comportements propres aux relations de parenté, villageois, c'est à dire propres à la société locale d'origine. En tant que rupture avec celle-ci, l'émigration les conduit à former des réseaux de parenté et villageois qui se caractérisent par l'adaptation des valeurs, des comportements et des relations originaires au nouveau contexte social du lieu d'immigration³³. La référence à l'origine nationale italienne est ainsi tout à fait vague, secondaire, sinon même répudiée. La majorité des émigrés italiens finissent par accepter l'appartenance à la société d'immigration dès que celle-ci leur permet de conquérir ce que la "mère patrie" leur a toujours nié, tout en privilégiant leurs appartenances spécifiques au réseau ou groupe d'émigrés-immigrés. La segmentation des immigrés italiens en réseaux et groupes correspondant aux origines spécifiques différentes ne permet nulle part la formation des "colonies italiennes" rêvées par Cavour, ni la possibilité d'une mobilisation collective italienne³⁴. Ainsi, là où la société d'immigration nie toute mobilisation socio-politique marquée par des appartenances spécifiques et en particulier par des origines étrangères, la mobilisation des réseaux italiens a toujours été très discrète et limitée aux enjeux locaux, c'est à dire aux rapports avec les administrations locales, se confondant avec tout autre segment de la population locale. Ainsi, en France, alors que la majorité des immigrés italiens ont adopté une attitude allant de l'indifférence à la méfiance à l'égard de la politique, ceux qui s'étaient intégrés dans le mouvement ouvrier français ont subi l'assimilationnisme dans sa version de la "voie française au socialisme" reniant ou simplement refoulant leurs origines³⁵. Au début du siècle les militants syndicaux et les

³² Rappelant le débat suscité par l'ouvrage de Banfield (1958) sur "le familisme amoral", signalons en particulier la critique proposée par Pizzorno (1966) qui souligne la question de la "marginalité historique" de la réalité méridionale étudiée de façon discutable par Banfield. Dans ces réalités, remarque Pizzorno, l'émigration apparaît comme l'unique alternative possible. Toutefois, il est important de remarquer qu'il n'est pas vrai que dans ces réalités "rien change"; en effet elles reproduisent leurs *power-brokers* qui souvent sont des acteurs sociaux émergents, c'est à dire des personnes qui parfois ont d'abord été des leaders de la révolte sociale, mais qui se sont "converties" à la stratégie de *power-brokers* puisqu'elles avaient constaté que le changement social et politique était impossible; par exemple il a été fréquent que les *capipopolo* méridionaux (leaders de luttes populaires) se soient transformés en *power-brokers* (phénomène remarqué, entre autres, par Gramsci ainsi que par nombre d'historiens du Mezzogiorno). Ce sont eux qui depuis les années 1950 gèrent le développement et la "modernisation" pervers des zones arriérées du Mezzogiorno

³³ Dans mes travaux sur les migrations italiennes et sur d'autres courants migratoires, j'ai plusieurs fois critiqué l'application de l'approche "ethnique" au phénomène migratoire. Les réseaux et les groupes formés par les immigrés dans les pays d'immigration ne peuvent pas être considérés comme des reproductions des villages, des ethnies, des communautés d'origines, ni comme des "minorités ethniques", car l'émigration et l'immigration relèvent tout d'abord d'un choix (individuel ou familial) de rupture avec les origines. Cette rupture est douloureuse (quand on s'aperçoit qu'on est plus les mêmes, que ceux et le contexte qu'on a quitté ont changé eux aussi, on "fait le deuil" -je partage à ce propos et sur d'autres points également les réflexions proposées par A. Sayad). L'émigration implique une prise de risques que d'autres, dans les mêmes conditions, ne veulent pas ou n'osent pas prendre. Il y a alors un investissement dans un projet migratoire qui vise précisément la conquête d'une condition économique, sociale et politique meilleure que celle qu'on a quitté. Or, tout émigré-immigré se rend vite compte que pour atteindre cet objectif il faut s'adapter à la société d'immigration, c'est à dire se couler dans le moule des relations économiques et sociales du contexte où il s'installe. Et c'est à cela que sert le réseau ou le groupe d'immigrés, se configurant ainsi comme un segment de la société d'immigration et non pas de la société d'origine où les émigrés finissent par être perçus comme des "étrangers". Autrement dit, les immigrés ne reproduisent pas le village, la communauté, l'ethnie qu'ils ne supportaient plus. Parfois, c'est quelques notables ou leaders du réseau ou du groupe qui prétendent rétablir le système de domination de la société d'origine, mais cela va à l'encontre de la dynamique de l'immigration, c'est à dire de l'interaction (conflictuelle ou pacifique) avec la société d'immigration. Cela n'empêche que l'immigré puisse garder des références à ses origines et que parfois il aspire à établir un rapport régulier avec le lieu d'origine jusqu'à imaginer et pratiquer une sorte de bilatéralité des références (ou "double-localisme") et la réversibilité des choix (matérialisée dans l'investissement de l'épargne). Mais, avec le passage d'une génération à l'autre, la "double appartenance" tend à s'affaiblir jusqu'à disparaître, bien que nous assistons actuellement à un *revival* ou à une "redécouverte des origines", voire des appartenances spécifiques. Ce phénomène se confond dans le cadre de la crise des identités figées, de l'appartenance de classe et de la dérive de la culture de masse vers des simples flashes (les clips), et il est favorisé par le développement d'une segmentation hétérogène de la société.

³⁴ Aux Etats-Unis, c'est seulement avec G. Ferraro face à Reagan (lors de la deuxième élection de celui-ci) que pour la première fois il y a eu un candidat (à la vice-présidence) d'origine italienne (peut-être il y aura prochainement Cuomo). On a toujours dit que les Italo-américains ont toujours été avec les démocrates, mais depuis longtemps les notables italo-américains cherchent à faire le double jeu afin de garder d'entretenir des bonnes relations avec qui est au pouvoir. La mobilisation de l'électorat italo-américain demeure toujours aléatoire, car les notables des réseaux agissent selon leurs intérêts immédiats centrés sur les relations avec les administrations locales. Autrement dit, il n'y a pas de véritable collectivité italienne aux E.U. et encore moins dans les autres pays d'immigration italienne.

³⁵ En réalité la grande majorité des émigrés italiens disposaient d'un patrimoine culturel assez pauvre, s'agissant de fragments de la culture folklorique de la société locale d'origine; ces fragments sont trop fragiles dans la confrontation avec l'acculturation autoritaire jacobine, soit-elle de gauche ou de droite.

grévistés italiens dans les Bouches du Rhône, très actifs et majoritaires dans les luttes de cette période, ne voulaient pas du tout s'engager dans la lutte politique en Italie (voir Milza, 1978). De même, la plupart des émigrés antifascistes réfugiés en France ont fini par se dépolitiser ou par abandonner définitivement la cause italienne (Palidda, Catani, Campani, 1988; CEDEI, 1988); nombreux sont ceux qui, rentrés au pays après la libération, ont fini par repartir. Aujourd'hui, seule une infime minorité des émigrés italiens à l'étranger s'intéresse aux élections en Italie ou aux élections des représentants auprès des autorités italiennes à l'étranger (Palidda, 1986, 1987). Il est évident que ces attitudes relèvent d'abord du fait que l'émigration et l'immigration finissent inévitablement par faire du migrant un autochtone d'origine étrangère de la société d'immigration qui se confond avec les autres d'origines diverses, y compris les immigrés de l'intérieur. Mais, dans le cas des émigrés-immigrés italiens on peut remarquer qu'il est particulièrement difficile qu'ils arrivent à se reconnaître en tant qu'appartenant à une seule entité sociale, politique ou culturelle; ils n'ont aucun intérêt à entretenir des rapports avec l'Etat ou le gouvernement du pays; ils sont intéressés seulement à la relation avec les autorités locales de la zone d'origine, du moins jusqu'à quand y gardent des liens affectifs et matériels. D'autre part, l'Etat italien non seulement a fini par inciter à l'émigration, mais il a tout fait pour décourager l'attachement des émigrés au pays. Quant au très important rôle de l'église catholique dans l'émigration italienne, on peut dire que ses finalités ont presque toujours été tout à fait séparées et bien différentes de celles officiellement proclamées par l'Etat italien (Palidda, 1986; 1987). L'émigration italienne est donc l'un des phénomènes majeurs qui mettent à nu les caractéristiques de l'Etat qui s'impose en Italie contre la formation de la nation.

*

Le fascisme peut être considéré comme l'accomplissement de l'affirmation de l'Etat partial, c'est à dire comme tyrannie de l'arbitraire et donc monopole illégitime de la violence³⁶. Une telle tyrannie ne favorisa point la formation d'une véritable nation, se manifestant dans le quotidien et sur tout le territoire national comme un Etat fascisé garant non pas de l'intérêt collectif mais encore une fois des intérêts particularistes. Dans son analyse assez lucide du processus historique italien, déjà en 1900, G. Fortunato identifiait les "racines" de ce qui serait devenu le fascisme dans le concept même d'"homme libre" qui s'était imposé en Italie:

"... pas un homme égal à l'autre et comme l'autre assujetti à la même loi, mais un homme arbitre et qui a en même temps *potestà* sur les autres. Seul celui qui peut commander est libre et seigneur de soi-même. Voilà de quelle façon nous sommes le peuple le plus individualiste et aussi le plus autoritaire qui existe dans le monde civil. ... Servants ou patrons, avec l'impulsion sanguine à la sédition ou à la tyrannie, conformément au droit absolu primitif de la personne qui fait justice elle-même"

C'est celle-là la conception "italique" de l'émancipation incarnée par Mussolini qui se veut le nouveau "prince" émergent du peuple. C'est cette conception qui inspire l'arbitraire éclectique que Mussolini exprime ainsi:

"Nous nous permettons le luxe d'être aristocrates et démocrates, conservateurs et progressistes, réactionnaires et révolutionnaires, légalistes et illégalistes, selon les circonstances, le lieu, le cadre dans lesquels nous sommes contraints de vivre et d'agir" (*Popolo d'Italia*, 23.3.1919)

Cet éclectisme, qu'on pourrait reconnaître dans nombre de personnalités italiennes du passé comme du présent, est donc une faculté du libre arbitre du puissant, qui exalte les "catégories élémentaires du social" et s'empare du monopole de la violence, ce qui n'admet pas de concurrence, d'où l'absorption dans les rangs du fascisme des notables *mafiosi* ou bien leur élimination (cf. Catanzaro, 1988).

Comme le rappelle Bobbio (1990), les Résistants antifascistes étaient bien conscients que le fascisme s'imposa profitant de la "division entre libéralisme et socialisme". Mais, contrairement à l'idée des libéraux et même de certains personnalités de la gauche, le fascisme n'était pas une simple "parenthèse", ni une "maladie grave, mais non mortelle" de la société et du régime, :

"il était l'explosion violente de tous les maux endémiques du développement (pervers) de la société italienne : la réforme manquée entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle; le Risorgimento révolution échouée; le transformisme de la classe dirigeante depuis l'unité; la première révolution industrielle réalisée à l'avantage du Nord aux dépens du Sud; les "vices chroniques" du peuple italien; son cynisme, son indifférence "*o Francia o*

³⁶ Je n'aborderais pas ici le débat entre les historiens du fascisme, me limitant à signaler le récent ouvrage de Colletti (1989)
©Palidda

Spagna, basta che se magna" (France ou Espagne, pourvu que l'on mange); et, avant tout, le particularisme"(in Bobbio,1990,p.183).

Toutefois, cette analyse assez lucide des Parri et d'autres Résistants ne permit pas de contrecarrer non seulement la coalition des divers acteurs et facteurs hostiles à un véritable tournant historique, mais non plus de se débarrasser des ambiguïtés (de toutes les forces antifascistes) qui finirent par transformer la Résistance en ce que Calamandrei (1946) appela la "désistance" (cf. ci-après).

Rappelons que le fascisme n'élimine pas les divisions en fractions de l'appareil étatique. La souveraineté de l'Etat est partagée entre la famille royale, les groupes d'intérêt et surtout les factions fascistes. L'irrationalité des velléités fascistes de puissance politico-militaire est mise à nu d'abord par l'incapacité d'accomplir les projets coloniaux, malgré les atrocités commises et les coûts énormes imposés à un pays qui gardait encore des résidus féodaux. Récupérant le futurisme, le fascisme avait attiré et enthousiasmé une grande partie de la jeunesse. Douhet, qu'encore aujourd'hui la hiérarchie de l'Armée de l'Air commémore comme l'"ancêtre de la dissuasion nucléaire", rêvait de donner à l'aviation italienne le rôle de force stratégique sans égale dans l'histoire de l'humanité; les jeunes officiers de la marine s'enthousiasmaient pour l'agilité et les performances de quelques torpilleurs "italiques"; le peuple était convié à faire sienne une histoire lointaine et moins italienne qu'universelle (l'empire romain). Mais la réalité effective des capacités militaires italiennes et surtout des facultés stratégiques "italiques" étaient à l'image des mystifications fascistes relatives au développement économique et social du pays. Jusqu'à la veille de la guerre, la hiérarchie militaire italienne n'avait jamais envisagée que l'Italie aurait pu entrer en conflit avec le Royaume Uni; sa force navale avait été conçue et était déployée en fonction de l'entente traditionnelle italo-anglaise. Ainsi, dès l'approchement des anglo-américains à l'Europe, c'est la flotte italienne qui essuie des pertes graves alors que les Allemands épargnent leurs forces.

*

III. *Le passage à la démocratie déformée: l'anamorphose de l'Etat de droit, l'insécurité et l'instabilité politique.*

Le passage du fascisme à la République est caractérisé par des combinaisons entre innovations et continuités. Nombre d'auteurs insistent sur le "retour" à la situation d'avant le fascisme, d'où la thèse qui considère celui-ci comme une "parenthèse". A noter aussi que l'épuration des fascistes ne se fit pas, mais il est vrai aussi que nombreux étaient ceux qui avaient adhéré au fascisme pour opportunité et s'étaient vite convertis à la "démocratie" (d'ailleurs les chrétiens sont pour le pardon). La libération finira par se transformer dans la frustration des attentes de la Résistance, tout comme le *Risorgimento* avait été une révolution échouée. Il y a donc comme une sorte d'accumulation d'expériences qui aboutissent à l'échec, ce qui est sans doute l'un des éléments qui expliquent la réticence de la pensée italienne en ce qui concerne la conception d'un projet politique cohérent et à long terme.

L'échec du changement de régime ne peut pas être attribué uniquement à l'œuvre des anglo-américains; en effet, nombreux sont les acteurs et les facteurs qui jouent un rôle déterminant : la logique de Yalta, le Vatican, le patronat, la mafia³⁷, les conditions économiques du pays, les ambiguïtés de toutes les forces antifascistes, en premier lieu des libéraux-démocrates, laïcs et catholiques, mais aussi des communistes qui préfèrent s'allier avec la DC pour liquider le Parti d'Action de Parri et acquérir plus de poids.

Ce qui apparaît effectivement décisif dans ce passage du fascisme à la république est qu'**on liquide définitivement la souveraineté de l'Etat et l'idée de nation**. Entre autres conséquences, cela n'entame pas du tout la mystification monarchiste et fasciste selon laquelle la souveraineté et la nation avaient été incarnées par le souverain et par le nationalisme fasciste. Aucune force républicaine posera la question d'une reconquête de la souveraineté nationale et de l'accomplissement de la formation de la nation comme affirmation de l'Etat de droit garant de la

³⁷ S'imposant aux Etats-Unis comme force utile pour déjouer les sabotages fascistes dans le port de New York et ensuite pour soutenir le débarquement en Sicile, les familles de la mafia arrivent à poser des sérieux problèmes au gouvernement militaire anglo-américain de l'île (voir rapport du capitaine Scotten in *Annales* de la Faculté de Sc. Po. de Catane, présenté par un art. de Mangiameli; 1982). Manipulant le mouvement séparatiste, elles finiront par faire de l'autonomie administrative de l'île (proclamée en 1946 avant même la République italienne) une sorte d'hypothèque sur la future souveraineté du nouvel Etat italien, qui depuis élargira des concessions en faveur de l'île qui iront presque toujours au profit des familles de la mafia

souveraineté populaire et donc de la citoyenneté au sens de suprématie de l'intérêt collectif sur les particularismes divers. Contrairement à ce que prétendaient certains fondateurs de la République, plutôt que la continuation du Risorgimento, la Résistance finit par faire prévaloir un esprit libéral-démocratique qui rappelle la Renaissance. Mis à part la minorité étatiste présente au sein de ces forces antifascistes, la majorité (catholique et laïque) a une conception qui de fait oppose la souveraineté populaire à la souveraineté de l'Etat, couramment désignée comme la cause de tous les maux italiens. La construction de la République comme affirmation de la souveraineté populaire (art.1 de la Constitution) n'est pas conçue comme mobilisation populaire pour l'affirmation du civisme nécessaire à l'affirmation d'une régulation des relations économiques, sociales et politiques fondée sur la norme établie dans la charte constitutionnelle. D'autre part, les forces libérales-démocratiques sont complètement absorbées par les négociations multiples destinées à définir les marges de manœuvre pour l'avenir de l'Italie.

La métamorphose italienne de pays vaincu en allié du vainqueur ne fut pas "anticipée" comme cela s'est passé dans le cas français par l'œuvre conjointe des militaires et civils gaullistes et de gauche. En Italie, aucune composante des forces au pouvoir et dans ses environs concevait et avait la capacité d'une telle opération. La monarchie déclinait depuis longtemps dans la défense mesquine des intérêts de la famille royale et n'avait plus aucune crédibilité politique ni interne ni internationale. Les forces armées, depuis Crispi et vingt ans de noyautage fasciste, avaient perdu les capacités et le rôle qu'elles avaient eu dans quelques moments du royaume piémontais et encore après l'unité. Aucune unité des forces armées avait participé en tant que telle à la libération du pays. Au moment de la chute du fascisme elles n'existaient plus et c'est uniquement grâce à la volonté de Churchill et ensuite des Américains qu'elles sont rétablies dans leur fonction, sans pour autant avoir ni la capacité ni la volonté de jouer un rôle significatif dans la libération du pays (Rochat, Massobrio, 1978; Cerquetti, 1975; Ellwood, 1977).

Les forces qui décident de la souveraineté du pays sont nombreuses et les coalitions entre elles sont incertaines. Enfin, ce qui s'impose est une logique de compromis qui consiste à diviser la souveraineté du nouvel Etat italien dans des segments chacun dominé, voire hypothéqué, par l'une des principales forces intéressées. La logique adoptée par les Démocrates-Chrétiens en ce qui concerne l'accord passé avec les Etats-Unis est de fait celle traditionnelle des classes dominantes locales italiennes qui ont souvent accepté la domination de la puissance étrangère émergente dans l'espace euro-méditerranéen en échange du soutien à l'autonomie dans la gestion de leur société locale³⁸. Ainsi, les Etats-Unis établissent leur contrôle sur la souveraineté italienne en ce qui concerne les facultés stratégique de la défense, les choix fondamentaux en politique étrangère et même l'orientation politique générale du gouvernement. En échange, ils accordent aux forces garantes de cette subordination politique stratégique-militaire (notamment à la Démocratie-Chrétienne) le soutien afin qu'elles s'emparent du gouvernement du pays et notamment les aides économiques nécessaires à la reconstruction et au développement du pays. Cette subordination aux Etats-Unis est donc présentée au pays comme inéluctable, avantageuse et tout à fait légitime. Toute autre hypothèse apparaît impraticable³⁹. Le deuxième acteur qui joue un rôle de premier plan dans le marchandage de la souveraineté italienne est le Vatican, donc l'église catholique, qui depuis le règlement de la "question romaine" (*Patti Lateranensi*, l'accord voulu par Mussolini) poursuit une stratégie très habile pour établir une certaine hypothèque sur la souveraineté de l'Etat italien. Mis à part la minorité du clergé qui avait béni les "saintes matraques de 1922", la légitimité de l'église est unanimement reconnue puisqu'elle a en même temps aidé la Résistance, a sauvé quelques Juifs, a déployé sa diplomatie pour que le pays se transforme en allié du vainqueur et, surtout, elle est la

³⁸ J'ai essayé de montrer cela dans mon travail "Sociologie du rôle géostratégique de la Sicile"(1984), à travers une réflexion sociologique sur l'histoire de cette île et de l'attitude de sa classe dominante

³⁹ Ces autres hypothèses sont le neutralisme désarmé ou celui armé; elles sont rejetées parce que jugées absolument impraticables. En effet, comme on commence à le prouver grâce à l'ouverture des archives américains et surtout soviétiques, les diplomates italiens cherchent à se tourner de tous les côtés mais trouvent un refus catégorique du côté soviétique. D'autre part, comme l'ont souligné Manacorda et Gallerano (1966), admis que les anglo-américains auraient permis le choix neutraliste (la présence des forces militaires "alliées" sur tout le territoire italien est considérable), il est difficile d'imaginer que les forces de la Résistance seraient arrivées à mobiliser la population pour supporter les coûts de la reconstruction et du développement du pays sans pouvoir compter sur des aides extérieures

force la plus enracinée dans presque tout le tissu social du pays. C'est cela qui lui permet d'exercer une très forte emprise sur la Démocratie Chrétienne, assurant à ce parti le soutien que lui est indispensable pour gagner la majorité aux élections depuis 1948. C'est ainsi que la Démocratie Chrétienne arrive à avoir la force et le consensus nécessaires pour s'imposer comme "parti-Etat" (Cazzola, 1974), rejetant à l'opposition les forces démocratiques et de gauche qui pourtant avaient été majoritaires parmi les forces italiennes artisanes de la chute du fascisme et de la libération du pays. Ce parti-Etat gouverne donc laissant le contrôle de la défense nationale aux mains des Etats-Unis sous couverture OTAN, le quasi monopole de l'assistance et du travail social aux mains de l'église, acceptant le compromis avec les *power-brokers* et notamment les familles *mafiose*, rétablissant une force policière brutale pour la répression des mouvements et des révoltes populaires, et légitimant enfin la distribution des ressources publiques par le biais des clientèles des élus. En tant que parti interclassiste qui à lui seul prétend garantir les intérêts de tout le monde, la DC s'efforce de mettre en place un gouvernement œcuménique qui prétend satisfaire tous les groupes d'intérêt. Toute tentative dirigiste est destinée à l'échec; à chaque fois que quelques dirigeants de la DC cherche à imposer une conduite dirigiste il finit par être évincé (c'est le cas de De Gasperi lui-même, et plus récemment de Fanfani et de De Mita). Cependant, cela ne fait qu'alimenter les dynamiques particularistes les plus disparates des groupes qui prétendent s'asservir de plus en plus l'appareil de l'Etat et la politique gouvernementale. La bureaucratie étatique et les politiciens au gouvernement ou aspirants à y entrer sont de plus en plus divisés en fractions à la recherche de protecteurs et de clients. La hiérarchie militaire, les services secrets, les forces de police, sont particulièrement affectés par ce fractionnement, oscillant entre les protections diverses et leur asservissement aux groupes d'intérêt, aux courants politiques, aux fractions similaires des Etats alliés-concurrents et parfois même ennemis. C'est ainsi que dans sa stratégie particulariste, Mattei, le patron de la compagnie nationale des hydrocarbures, arrive à disposer d'agents des services secrets, de diplomates, de fonctionnaires de l'Etat, de politiciens, de journalistes. En même temps d'autres collègues de ceux-ci collaborent avec des fractions d'Etats-concurrents qui s'opposent précisément à la stratégie de Mattei⁴⁰. C'est à partir de là que commencent à se produire les déviations et les complots divers qui, depuis les accords entre CIA et services secrets italiens à l'insu des autorités officielles (plan *Demagnetize-Gladio*)⁴¹ jusqu'aux plus récentes affaires, ont bouleversé la vie sociale et la stabilité politico-institutionnelle de l'Italie. En effet, c'est précisément au moment où se manifestent les stratégies d'autonomisation de certains groupes d'intérêt italiens que le recours des uns et des autres à la rentabilisation économique et politique du crime s'affirme comme une pratique presque courante dans la lutte pour le pouvoir en Italie. Assassinats de personnalités de premier plan, tentatives de coups d'état, attentats et massacres, déclenchement des terrorismes directement ou indirectement manipulés par la criminalité organisée et des fractions des services secrets italiens et étrangers: depuis la fin des années 1950 il y a en Italie un *crescendo* de ces faits et phénomènes qui semble faire basculer le pays dans une sorte de "libanisation" sans égal dans les autres pays démocratiques développés⁴². Toutefois, en dépit des "angoisses" des démocrates, cela ne conduit pas à des "ruptures", c'est à dire à des changements de régime⁴³. En effet, cela est presque impossible

⁴⁰ Encore aujourd'hui on ne sait pas qui a voulu l'élimination physique de Mattei : les firmes américaines du pétrole, les services secrets français (puisqu' Mattei donnait des armes à l'FLN algérien), des agents des services secrets italiens ?

⁴¹ Cette affaire est connue depuis l'ouverture des archives américains en 1972 (voir en particulier Faenza, 1978 et De Lutiis, 1991). Le général des Carabiniers De Lorenzo, qui en 64 sera le chef de la tentative de coup d'état, avait signé en 52 un accord avec la CIA s'engageant à espionner en Italie non seulement l'opposition mais aussi les personnalités du gouvernement et le Pape lui-même, bien évidemment à l'insu des autorités italiennes. L'objectif de ces actions et de la structure Gladio était tout d'abord de garantir que le gouvernement du pays ne bascule pas à gauche. Bien que coupable de haute trahison, ce général a été pratiquement blanchi (œuvre de Moro), tout comme les nombreux déviants parmi les services secrets n'ont jamais été vraiment punis : le Comité de Contrôle des Service Secrets (composé de représentants de la DC, du PCI et du PSI) n'a pas pu empêcher la reproduction des déviations.

⁴² Un documentation assez détaillée des faits concernant l'insécurité en Italie est fournie entre autres par les ouvrages de Flamini (81, 82,83), Galleni (1981); della Porta, ed. (1984), de Lutiis(1991)

⁴³ C'est notamment Bobbio ainsi que d'autres démocrates (in Scartezzini, Germani, Gritti, eds. 1985) qui a exprimé à plusieurs reprises l'"angoisse" très répandue parmi les démocrates italiens depuis la découverte du coup d'état échoué de 1964 et ensuite après les attentats de 1969 à 1984. Le coup d'état au Chili est également signalé comme l'un des faits qui poussa le PCI à proclamer son accord à l'adhésion à l'OTAN. En effet, comme a été documenté entre autres par Faenza (1978), depuis Kennedy les services secrets américains sont de plus en plus divisés et il y a des fractions qui ne négligent pas le recours à des menaces ou à des actes violents très graves. La recherche en sociologie politique sur ces phénomènes est pratiquement inexistante. Ainsi, la réflexion sur les limites de la

parce que les forces conservatrices italiennes et étrangères réagissent violemment chacune à leur compte contre l'autonomisation de nouveaux groupes d'intérêt et contre la montée du mouvement populaire qui revendique plus de démocratie, des réformes et donc le partage des ressources publiques et des bénéfices du développement économique du pays. Ces forces réactionnaires ne peuvent pas retrouver la cohésion et la capacité rationnelles de penser et réaliser un projet politique autoritaire car leurs intérêts sont irrémédiablement opposés et il n'y a aucun "collant" ni organisation que puisse les ramener à une conduite commune. Les complots ou les tentatives de *putsch* orchestrés par quelques fractions des services secrets et des forces armées ne sont pas dû simplement à l'absence de contrôle parlementaire sur l'appareil militaire de l'Etat, mais à l'absence de la souveraineté nationale propre à l'Etat de droit : ni le gouvernement lui-même, ni la structure officielle de l'OTAN ne contrôle cet appareil et encore moins ses fractions, phénomène qui par ailleurs est plus ou moins développé dans tous les pays et en particulier aux Etats-Unis. En effet, le régime démocratique a évolué vers une coexistence de plus en plus manifeste d'éléments démocratiques et d'éléments autoritaires. Mais, comme le remarque Baldassarre (1981), en Italie il n'existe plus d'"arrière boutique" d'un pouvoir central et souverain. Les centres du pouvoir sont désormais multiples (Pasquino, 1988; 1990) et l'"ambiguïté de l'Etat" (Mastropaolo, 1986) a conduit à l'impossibilité de leur centralisation et même de leur coordination. Se développe ainsi la "politique souterraine" (Curi, 1982, 89) comme la seule praxis que les différents acteurs institutionnels et non-institutionnels trouvent apte à établir médiations, coalitions et choix qui parfois concernent même les acteurs de la criminalité organisée. C'est ainsi que, au delà des velléités de ceux qui auraient voulu en faire le moteur d'une recomposition autoritaire et "levantine" du pouvoir, la loge maçonnique P2 a fonctionné comme lieu de rencontre pour favoriser l'entente entre différents acteurs sur des choix ponctuels. Comme on peut le déduire d'après les actes de la Commission parlementaire d'enquête sur cette loge, il est probablement vrai que les acteurs participant aux différentes rencontres organisées dans le cadre de la P2 ne se connaissaient pas toujours, n'étaient pas au courant d'autres rencontres et limitaient leur adhésion à la loge à une seule opération. On pourrait dire que, profitant de la paralysie des processus décisionnels officiels, la loge P2 a joué un rôle de structure de service utilisée par des coalitions illégales qui poursuivaient des objectifs particularistes illégitimes et parfois même légitimes. Il est également probable que telle fonction soit encore aujourd'hui assurée par d'autres structures, vraisemblablement moins "institutionnalisées", voire plus aléatoires.

Or, la multiplication des acteurs qui ont recours à la rentabilisation du crime dans la poursuite de leur réussite économique, dans l'affirmation de leur contrôle social et pour leur réussite politique, établit une sorte de marché unique où l'acte criminel acquiert valeur d'échange avec toute sorte d'acte légal, public et privée : une menace, un attentat, un crime valent une concession ou un acte administratifs, un choix politique, à l'échelle communale, régionale et même nationale et internationale⁴⁴. Ce phénomène se développe juste au moment où les acteurs économiques italiens intensifient leurs relations avec les différents acteurs officiels et non-officiels des pays méditerranéens et moyen-orientaux. On pourrait dire même que par moments l'espace des relations économiques, sociales et politiques italien se confond avec l'espace méditerranéen et moyen-oriental où se multiplient les acteurs non-institutionnels qui dans leur stratégie d'autonomisation ou de survie ont un recours habituel à la rentabilisation du crime (phénomène qui se vérifie dans bien d'autres régions du monde, notamment en Amérique Latine, comme l'illustrent en particulier les cas panaméen, colombien, péruvien et bolivien).

Dans une telle situation, presque toute tentative de réforme démocratique est destinée à être déformée, voire récupérée par les acteurs les plus forts. Les importantes conquêtes des mobilisations ouvrières et populaires des années 1968-75 finissent par être rendues vaines ou déformées par le biais du *consociativismo*, c'est à dire une cogestion de la chose publique et parapublique qui finit

démocratie et les risques d'autoritarisme (dont Bobbio, Germani et d'autres sont les inspirateurs) reste dans une impasse, se réduisant à parler génériquement de "structures occultes du pouvoir"

⁴⁴ C'est dans ce sens là que certains attentats ont été perçus comme des pressions ou des "avertissements" au gouvernement italien pour qu'il recède d'une certaine conduite ou accepte un certain choix, notamment en ce qui concerne les relations italiennes dans l'espace euro-méditerranéen et moyen-oriental. Le ministre Formica, G. Baget-Bozzo et d'autres personnalités ont souvent remarqué que certains massacres (par ex. celui à la gare de Bologne ou le suivant sur le train Florence-Bologne, faisant respectivement 80 et 21 morts) pourraient avoir été voulus par des services secrets d'"alliés-ennemis" (dont les Etats-Unis, Israël, certains pays arabes, etc.) ou d'ennemis, en liaison avec des familles criminelles ou des terroristes.

par réduire à l'impuissance ou par phagocyter les réformateurs et l'opposition communiste. En effet, la bureaucratie qui se substitue au parti-Etat transforme la démocratisation en lotissement du pouvoir qui finit par profiter aux acteurs les plus forts. L'anamorphose de l'Etat de droit s'impose alors comme seule possibilité de gouverner une société dont l'organisation politique rationnelle apparaît désormais impossible car il n'y a pas de forces capables de concevoir et réaliser un projet visant l'établissement de la souveraineté de l'intérêt collectif sur les intérêts particularistes opposés. L'anamorphose apparaît donc comme l'aboutissement de l'adaptation des catégories traditionnelles du politique à la réalité effective des relations économiques, sociales et politiques, intérieures et extérieures des différents acteurs dominants l'espace italien.

S'agissant d'un agglomérat de groupes d'intérêt et de segments sociaux tenus ensemble par l'anamorphose de la forme officielle de l'Etat, l'Italie ne peut certes pas être considérée comme une "puissance moyenne". Au delà du classement statistique et des proclamations officielles, le rang de cinquième puissance économique occidentale qu'on attribue à l'Italie n'est en réalité que la simple somme des réussites des divers groupes d'intérêt, firmes et acteurs économiques italiens. Ce rang ne correspond pas à un renforcement des capacités économiques et politiques de l'Etat ou du gouvernement, tout d'abord parce que celui-ci n'est pas du tout en mesure de réguler ni de concilier les relations économiques et sociales, intérieures et extérieures des différents acteurs italiens. Chaque acteur poursuit sa stratégie et n'est pas disposé à la subordonner à une stratégie nationale puisque celle-ci irait inévitablement en faveur des uns et aux dépens d'autres. S'agissant de stratégies d'autonomisation particulariste, il est très difficile qu'elles puissent se concilier et il est encore plus difficile qu'elles puissent être encadrées ou coordonnées officiellement, voire selon des normes propres à l'Etat national et au droit international.

Il est aussi tout à fait irréaliste penser que ce rang de "puissance économique" puisse se traduire en rang de puissance politico-militaire moyenne. Malgré l'importance de leur dispositif, des moyens et de leur budget, le système de la défense nationale n'est pas en mesure de maîtriser les risques, les menaces. Les plans de défense de l'Italie établis par l'OTAN jusqu'à la dissolution du Pacte de Varsovie (pas encore complètement abandonnés) attribuaient aux autorités américaines le rôle décisif même en ce qui concerne la défense du territoire national. En effet, au delà de la prétendue "double clé" (Cotta-Ramusino, 1985), c'est aux autorités américaines et à elles seules qu'appartient la décision de faire éventuellement recours à l'arme atomique. Selon ces plans, au cas où le déroulement de la guerre aurait pu faire imaginer qu'il était nécessaire céder du terrain à l'ennemi, le territoire italien aurait pu être transformé en désert radioactif grâce aux mines atomiques américaines disloquées en particulier au nord de l'Italie. Cela n'a jamais inquiété beaucoup les autorités politiques italiennes, car elles ont toujours pensé que l'éventualité d'une guerre nucléaire n'a jamais existé effectivement et que si elle se vérifiait ce serait du même ordre que la déluge universel, c'est à dire le fait d'une volonté que seul Dieu peut maîtriser (c'est notamment MORO qui exprimait ainsi la conception dominante en Italie). D'autre part, depuis que le domaine de la défense nationale a été éjecté de la réelle structure du pouvoir politique italien, les autorités ne se sont jamais préoccupées de rétablir un véritable commandement politico-militaire national, qui encore aujourd'hui n'existe pas. Même au plan conventionnel le modèle de défense italien est conçu en fonction du rôle décisif qui devraient jouer les forces américaines. Dans l'attente de leur arrivée, les forces italiennes sont censées tenir le front et leur préparer le terrain. La logique otanienne a imposé également une nette séparation entre le Nord de l'Italie, assimilé au théâtre européen, et le reste de la péninsule. Selon ce plan, 75 % des forces terrestres et aériennes italiennes ont été concentrées dans le Nord, le reste destiné tout d'abord à des fonctions d'ordre public, notamment à la défense des lieux du pouvoir à Rome. Ainsi, le Sud de l'Italie n'a jamais été dotée d'un véritable dispositif suffisant pour sa défense terrestre, aérienne et côtière; il a toujours été considéré par les forces américaines et notamment la VIe flotte, dont la mission est purement américaine et éventuellement intégrée à l'OTAN, comme une simple base à terre. Ajoutons à cela que les moyens que les plans d'armement de l'OTAN ont imposés à l'Italie ne correspondent point à la défense nationale telle qu'est prévue dans la Charte constitutionnelle. En effet, les avions MRCA-Tornado et d'autres ainsi que le porte-avions Garibaldi sont des moyens offensifs, par ailleurs sans armes propres, qui n'ont aucune légitimité ni du point de vue juridique ni du point de vue des réels besoins politico-militaires

italiens. En revanche, on constate que du point de vue de la défense du territoire national, les forces italiennes ne disposent pas de moyens suffisants pour la couverture des troupes ni pour la détection des menaces; tout le dispositif de l'OTAN destiné à cela est sous contrôle américain et à plusieurs reprises on a nié l'accès des forces italiennes aux système d'information et détection, y compris dans des cas assez graves (par exemple lors du lancement des SCUD libyens sur Pantelleria; à noter aussi qu'on continue à méconnaître la vérité sur l'affaire de l'avion de ligne abattu "par erreur" à Ustica, faisant 80 morts).

Un rééquilibrage du modèle de défense italien a été revendiqué depuis la moitié des années 1970 tant par ceux qui nourrissent des velléités d'autonomisation à l'égard de l'allié-dominant que par ceux qui voudraient suivre celui-ci dans le relancement de sa suprématie en Méditerranée et au Moyen-Orient. En réalité, ce rééquilibrage n'a pas du tout permis de diminuer la subordination italienne à la stratégie militaire américaine. Cela n'empêche pas que, au plan des relations extérieures, le gouvernement italien a cherché de plus en plus à se soustraire à l'hégémonie américaine, puisque cela va à l'encontre des relations autonomes italo-arabes qui préoccupent la majorité des groupes d'intérêts du pays. Ainsi, puisque l'actuelle autonomisation italienne ne correspond pas à un projet politique capable de réunir assez de forces et de consensus stables pour la reconquête de la souveraineté nationale, ni correspond à un projet de construction d'une défense commune européenne, la défense italienne ne peut que rester sous l'hégémonie de l'allié-dominant. Cela parce que celui-ci assure la protection et le soutien indispensables à une bonne partie de la hiérarchie et de l'industrie militaire italiens, qui ne trouvent pas encore d'alternatives au plan national et européen. Il est alors évident que le jeu du gouvernement italien consiste à chercher continûment à éviter les conflits entre les divers intérêts italiens et les intérêts américains, ce qui est parfois impossible.

En ce qui concerne la sécurité intérieure⁴⁵, notons d'abord que depuis la deuxième moitié des années 1970, les forces de police italiennes ont été modernisées et renforcées considérablement. A cela s'ajoute un développement très important des polices municipales, des "polices privées", ainsi que de toute sorte de système de sécurité publique et privée, avec un accroissement énorme des dépenses dans ce domaine. En même temps, la machine judiciaire et la législation en la matière ont elles aussi connu un développement important. Cependant, tout cela n'a pas suffi à renforcer la capacité de maîtriser les problèmes de sécurité dans le respect des normes de l'Etat de droit démocratique. Cela non pas parce qu'en Italie on garde un cadre juridique "trop démocratique" dont profitent les acteurs de l'insécurité. La lutte au terrorisme et à la criminalité organisée ont conduit le gouvernement et le Parlement à voter des lois et des mesures "sécuritaires" parfois assez discutables du point de vue des garanties démocratiques. Mais, la politique de sécurité en Italie est, ainsi que d'autres, un exemple d'incohérence dans les contenus, dans l'application, dans l'espace et dans le temps. A cette incohérence correspond une incapacité grave dans la centralisation, la direction, l'orientation politique et même dans la simple coordination des forces de prévention et répression de l'insécurité. En même temps, face à l'accroissement vertigineux de la demande de sécurité, les différents segments de ces forces (et notamment les *pools* et les nouvelles structures et unités créés depuis 1974) ont cherché chacun à leur compte de répondre à cette demande. Cela a conduit parfois à une concurrence déchaînée entre fractions diverses des forces de la sécurité et à l'alimentation réciproque du securitarisme et de l'insécurité. Notons aussi que chaque fraction des forces de sécurité s'est lancée dans les collaborations et ententes transnationales, au delà de toute coordination et contrôle politique et administratif⁴⁶. Du point de vue de la méthode, puisque en

⁴⁵ Je résume ici quelques réflexions issues de la recherche que je suis en train de réaliser sur le système et les forces de la sécurité intérieure en Italie

⁴⁶ Les conflits d'intérêts entre magistrats et en général entre les différents groupes des forces de la sécurité ont produits entre autres des actions sordides étalées sur la place publique. Cela a été le cas des lettres anonymes d'un magistrat de Palerme contre ses collègues du pool anti-mafia, accusés d'avoir toléré qu'un repenti, en échange de ses confessions, ait pu assassiner un certain nombre de rivaux. En effet, un certain nombre de fonctionnaires italiens se sont convaincus que la seule possibilité d'obtenir des résultats positifs dans la lutte contre la mafia est d'adopter le "style américain", appris par des relations d'amitiés tissées avec des collègues américains. Or, ce "style" va parfois au delà de tout respect des normes et des accords interétatiques. Notons aussi que ce phénomène n'a pas favorisé la coopération policière italo-européenne et place la sécurité intérieure italienne presque en dehors du processus de construction européenne.

Italie il n'y a jamais eu de véritable prévention, la répression a été réalisée faisant recours de façon incohérente à des tentatives de mettre de l'ordre par le désordre (jouant sur les luttes intra-criminelles, les repentis, etc.), à la militarisation momentanée du territoire (qui a répandu l'attitude "ni avec les criminels, ni avec l'Etat"), au durcissement de la législation, à l'appel à l'opinion publique (jusqu'à la manie médiatique). Or, s'agissant d'opérations de répression pensées et mises en place par des fractions de l'appareil militaire et judiciaire de l'Etat et non pas par une politique plus ou moins cohérente de l'Etat et du gouvernement, une telle oscillation chaotique entre différentes formes répressives ne pouvait qu'aboutir à l'échec. Il est vrai que la répression du terrorisme dit "rouge" a été couronnée de succès, tout en n'ayant pas identifié ses manipulateurs directs et indirects et bénéficiant de la crise inévitable d'un petit nombre de personnes motivées par une irrationalité politique trop manifeste et condamnée par la grande majorité de la population. En revanche, en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme dit "noir", les complots et les relatifs massacres qui ont bouleversé le pays depuis 1969, l'échec des forces répressives a été complet. Le jeu des "terrorismes opposés" n'a pas du tout augmenté la crédibilité de l'Etat et de ses forces de répression précisément parce que ceux-ci ont donné preuve non seulement de ne maîtriser absolument pas le terrorisme noir et les complots divers, mais surtout parce que l'on sait que cela est tout d'abord dû aux déviations d'éléments appartenants aux forces de la sécurité intérieure, instigateurs ou complices des responsables des actes criminels. L'échec des forces de répression est encore plus éclatant en ce qui concerne la lutte à la criminalité organisée. L'Italie est le seul pays démocratique développé où, après presque 15 ans de "campagne" contre les mafias (depuis l'affaire Sindona), le gouvernement reconnaît publiquement et à plusieurs reprises que dans quatre régions du pays l'Etat est impuissant face à l'emprise des forces criminelles⁴⁷. En effet, outre que le fractionnement des forces engagées dans cette lutte et l'insuffisance ou la perversité des méthodes incohéremment adoptées, la cause principale de cet échec (tout comme de l'échec des répressions qui se sont succédées depuis l'unité nationale) relève d'une manifeste absence de volonté politique : la répression n'a pas pu s'attaquer aux complicités politiques et institutionnelles dont profitent les acteurs de la criminalité organisée et surtout elle n'a pas été accompagnée d'un projet d'assainissement du tissu économique et social qui permet la reproduction des mafias et de leur base de masse. En effet, un tel assainissement aurait dû concerner l'ensemble des économies dites non-officielles; mais presque aucune force politique ose préconiser cela, car ces "économies" sont toujours considérées comme l'un des essorts principaux de l'économie italienne et une bonne partie de l'électorat de tous les partis en bénéficie. Pourtant, il est manifeste que c'est là que réside la base de masse des acteurs spécialisés dans la rentabilisation économique et politique du crime.

Ces courtes remarques sur les questions de défense et de sécurité renvoient donc à la question de fond de cette recherche : est-il possible concevoir et réaliser un projet d'assainissement de l'organisation politique de la société italienne ? Autrement dit, y-a-t-il des forces capables de penser et mettre en œuvre une rationalisation des relations économiques, sociales et politiques, locales, nationales et internationales des différents acteurs de la société italienne ? Pour répondre à cette question, nous allons proposer dans le dernier paragraphe un cadre analytique de la réalité effective des forces principales de la société italienne. Ces forces sont issues du processus historique que nous avons essayé de décrire auparavant. Elles correspondent à des groupes d'intérêt et à des identités collectives qui se sont formés et se sont affirmés en particulier à travers les mutations économiques, sociales, politiques et culturelles de cette dernière décennie. Alors que dans l'après guerre les appartenances spécifiques des segments divers de la société italienne étaient plus ou moins occultées par, et subalternes à deux pôles dominants (démocrates-chrétiens/pro-américains d'un côté et procommunistes de l'autre côté), au cours des années 1970 et 80, ces deux pôles se sont décomposés et ont perdu beaucoup de leur crédibilité. En effet, d'abord le développement du processus de l'autonomisation italienne et ensuite les conséquences des mutations récentes ont favorisé la prolifération, les variations ou la redécouverte des identités

⁴⁷ Notons aussi que le patron de la Banque d'Italie a dénoncé à plusieurs reprises que des capitaux d'origine criminelle se sont infiltrés dans la bourse de Milan et nombre de magistrats et policiers ont dénoncé les ramifications criminelles sur tout le territoire national. Les journaux arrivent à publier des cartes détaillées de la présence criminelle sur le territoire avec les noms des chefs des familles criminelles, mais en même temps les autorités proclament leur impuissance.

collectives spécifiques qui semblent correspondre mieux aux divers segments hétérogènes de la société actuelle (produits par le passage du modèle fordiste à la "flexibilité", de la subalternité au cadre international et national bipolaire, à une situation de "désordre" et d'incertitude sur ce qui sera le "nouvel ordre mondial" et la "nouvelle assise institutionnelle et politique à l'échelle nationale et européenne).

IV. *Les quatre principaux courants d'intérêts et de représentations politiques et des enjeux stratégiques en Italie.*

Quatre sont à notre avis les principaux courants d'intérêts et de représentations politiques et des enjeux stratégiques qui sont présents en Italie et, de façon plus ou moins manifeste, dans les autres pays européens : 1) le courant "italo-atlantiste"/étatiste; 2) le courant "italo-méditerranéen"/"italo-arabe"/ "pour l'œcuménisme politique"; 3) le courant "italo-mittel-européen"; 4) le courant "universaliste"/"post-national". Les noms que nous donnons à ces courants relèvent tout d'abord des représentations des enjeux politiques et stratégiques, voire des identités collectives. Ces courants ne sont pas organisés, mais certaines de leurs composantes peuvent l'être, sous forme de partis, de fractions de partis, de mouvements et de coalitions le plus souvent instables. Il est en effet fréquent que chacun de ces courants se divise sur certains choix ou face à certains faits; mais il est aussi possible qu'il y ait des ententes éphémères entre différents courants, mais jamais entre tous à la fois. Comme nous le verrons, l'existence et le développement de ces quatre courants font penser à un processus de déstructuration socio-politique grave; il s'agit alors de savoir si la dynamique réelle du système politique italien et son interaction avec le processus européen et international permettront l'émergence de forces capables de réaliser la recomposition sociale et politique indispensable à surmonter l'anamorphose de l'Etat de droit et le développement de la rentabilité économique et politique du crime.

A- Le courant "italo-atlantiste", ou italo-américain, se caractérise par son attachement à la continuité et au développement des relations privilégiées avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Israël. Les valeurs de l'appartenance italo-atlantique sont ceux de bonne partie des libéraux démocratiques (y compris de "gauche") et surtout des conservateurs (la démocratie, l'économie de marché, le progrès économique et social par la dynamique de la libre entreprise privée, l'anticommunisme, une laïcité relative). Ce courant a été majoritaire, voire dominant depuis la dernière guerre mondiale jusqu'aux années 1960, c'est à dire jusqu'à quand l'autonomisation italienne et donc l'italo-méditerranéisme se sont affirmés. En effet, jusque là et encore au cours des années 1970, les autres appartenances ou identités collectives que nous regroupons ici dans les trois autres courants, étaient plus ou moins subalternes à l'italo-atlantisme ou il s'agissait de la minorité anti-américaine, et procommuniste. Comme nous verrons par la suite, la crise de l'hégémonie de l'italo-atlantisme réside à la fois dans la divergence entre les intérêts italiens et ceux américains, dans le discrédit du "messianisme" de la superpuissance américaine, dans la primauté accordée aux appartenances perçues comme "plus vraies". Cela dit, l'italo-atlantisme demeure toujours un courant qui, par le biais de son emprise sur certains domaines (en particulier la dimension stratégique-militaire), voire sur une partie de certains milieux et professions (militaires, financiers, diplomates), continue à être incontournable

Les italo-atlantistes ne voient pas d'alternative en dehors d'une perspective de renouveau et de développement de l'OTAN qui devrait dominer toute autre option effectivement compatible. Ils sont donc hostiles à une conception d'une défense européenne indépendante du *leadership* américain, mais souhaitent (ainsi que les autres euro-atlantistes) que la France réintègre l'OTAN militaire (à travers l'UEO) pour un partenariat plus efficace entre alliés. Cette vision correspond à une idée d'ordre mondial organisé sur la base d'une hiérarchie de puissance politico-militaire qui serait la seule apte à garantir le règles du jeu libéral (s'il le faut au delà des normes onusiennes, mais de préférence avec la couverture ONU, comme a été le cas dans la guerre du Golfe) protégeant les forces légitimes les plus importantes des attaques des forces émergentes sur des bases illégitimes (notamment les mafias, les terrorismes, etc.). Au plan intérieur cela se traduit dans une réévaluation des catégories traditionnelles du politique (l'Etat-nation, les alliances fondatrices de la deuxième guerre mondiale), donc par un rétablissement du rôle de régulation de l'Etat qui en même

temps on veut garant de la flexibilité et de "moins d'Etat" (ou, selon la formule de Crozier, d'un "Etat modeste", d'où la revendication d'une privatisation généralisée des firmes et des biens de l'Etat) en faveur des grandes firmes "légitimes"⁴⁸. Les italo-atlantistes préconisent des réformes institutionnelles qui devraient assurer la stabilité des gouvernements et l'efficacité du processus décisionnel (système présidentiel; prime à la majorité; etc.). Les défenseurs des positions du courant italo-atlantiste sont présents, mais minoritaires, dans presque tous les partis du gouvernement et de l'opposition et évidemment aussi parmi les responsables militaires et les "spécialistes" de politique étrangère et de défense⁴⁹. Notons que ce courant a été actif dans la lutte contre Sindona, la mafia et les complots divers et, plus récemment, a été en lutte contre l'affirmation de forces économiques (notamment Berlusconi) liés au parti de Craxi (la concurrence entre ce courant et le parti de Craxi, ainsi que entre celui-ci et Andreotti est à l'origine des crises gouvernementales récentes). Il est aussi significatif de noter que ce courant est assez critique à l'égard du tiers-mondisme catholique et de gauche, ainsi qu'à l'égard du courant nordiste-localiste. Cela se manifeste en particulier dans la position à l'égard de l'immigration que selon les "italo-atlantistes" aurait dû être stoppée sans hésitation depuis longtemps⁵⁰. La base sociale de ce courant italo-atlantiste est composée tout d'abord par des éléments des classes moyennes et surtout des cadres supérieurs des grandes firmes privées. Elle est dispersée sur tout le territoire national et en partie parmi la population italo-américaine des Etats-Unis. Elle est évidemment liée aux relations économiques, politiques et culturelles entre forces italiennes et forces américaines, anglaises et israéliennes (cela dit, on ne peut pas parler de "lobby italo-juive"). Bien évidemment, ce courant italo-atlantiste a été le plus favorable à la participation à la guerre contre l'Irak et approuve sans réserve la conduite américaine. C'est donc ce courant qui a critiqué les hésitations du gouvernement et la dimension du contingent italien jugée trop réduite. Ce courant est aujourd'hui favorable à la professionnalisation complète des forces armées avec un effort financier supplémentaire pour cela. Il est assez sceptique à l'égard de la proposition de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Méditerranée telle qu'a été formulée par le ministre socialiste des affaires étrangères, De Michelis, puisque cette proposition apparaît comme une tentative œcuménique inacceptable par qui négocie uniquement avec des acteurs institutionnalisés.

B- Le courant italo-méditerranéen, et notamment italo-arabe peut être considéré comme l'artisan de l'autonomisation italienne. Comme nous l'avons souligné auparavant, cette autonomisation a été poursuivie par différents groupes d'intérêts selon des stratégies diverses. Au delà de quelques rares jacobins italiens, les valeurs et les objectifs "communs" aux italo-méditerranéens n'ont jamais été ceux d'un néonationalisme de type gaullien; il n'y a jamais eu en Italie une véritable élaboration d'un projet politique faisant de l'autonomisation italienne la reconquête de la souveraineté nationale, voire des capacités stratégiques politico-militaires de l'Etat (en Italie, l'idée jacobine selon laquelle la République puisse être une "valeur transcendante" ne peut qu'étonner ou susciter ironie). En revanche, les valeurs italo-méditerranéens peuvent être résumées dans l'idée de la démocratie comme médiation légale ou informelle entre intérêts et conceptions divers, au delà même de l'intérêt collectif. En effet, l'esprit italo-méditerranéen peut être considéré comme le produit du savoir-faire propre à la réalité effective d'un espace marqué par l'importance des acteurs et des échanges non-institués, voire informels et même illégaux.

⁴⁸ En Italie, le seul parti politique entièrement attaché à cette position est le Parti républicain (La Malfa, Spadolini) qui a souvent fait partie du gouvernement; il défend le plus souvent les positions des forces économiques importantes (Mediobanca/Cuccia, Fiat, De Benedetti); il a un certain poids dans les médias (*La Repubblica*, groupe Mondadori); il se veut attaché au rôle souverain de l'Etat de droit et donc un parti moralisateur (ce qui n'exclut pas sa participation au lotissement des centres de pouvoir selon la logique de la partitocratie). Toutefois, ce parti n'atteint même pas 5 % de l'électorat national et son poids dans le gouvernement est de loin moins important que celui qu'exercent les grands groupes d'intérêts qu'il prétend représenter.

⁴⁹ La composition du Comité d'honneur de l'I.A.I. (une organisation similaire à l'IFRI français et à l'IISS de Londres) reflète assez l'arc de forces plus ou moins italo-atlantistes : y figurent Agnelli, De Benedetti, Carli, Napolitano (PdS), et des personnalités parmi les plus en vue des partis du gouvernement

⁵⁰ Le parti républicain s'est opposé à la loi assez généreuse (voulu par les Démocrates Chrétiens, les Socialistes et aussi les Communistes) qui a régularisé tout immigré présent sur le territoire national à la date du 31.12.1989, y compris ceux qui n'avaient ni logement, ni un emploi officiel, voire la majorité (voir Palidda, Campani, 1990; Palidda 1991c). Cette régularisation absolument nécessaire, n'a évidemment pas régularisé le travail "au noir" que les immigrés sont contraints d'accepter le plus souvent.

Le succès de l'autonomisation a favorisé l'"émancipation" des différentes composantes que nous situons ici dans le courant italo-méditerranéen, dans sa version "noble" et dans sa version "levantine". En effet, à l'intérieur de ce courant il y a une composante qui préconise une perspective tiers-mondiste dans le sens des principes universels (droits de l'homme et des peuples) : c'est le cas de nombre de chrétiens et de personnalités de gauche, avec le soutien du Vatican, de la grande majorité des archevêques, des syndicats, des communistes anciens et nouveaux, d'une partie des socialistes et d'une partie des démocrates chrétiens⁵¹. Cette version "noble" (un peu à l'instar de la position de Cheysson, Pisani, Brandt et d'autres) préconise une certaine cohérence européenne dans les relations avec les pays méditerranéens extra-CEE, relations qui devraient être privilégiées et en tout cas jamais sacrifiées en faveur des rapports avec les Etats-Unis. La version levantine n'est officiellement revendiquée par personne, mais largement pratiquée par nombre de firmes, groupes d'intérêts, politiciens, militaires, courtiers et organisations criminelles qui sont évidemment attachées aux échanges non-officiels avec différents partenaires du monde méditerranéen et moyen-oriental. C'est notamment E. Mattei la personnalité la plus célèbre qui depuis la fin de la guerre a donné l'exemple de cette conduite. Craxi et Andreotti, chacun à leur façon et en concurrence entre eux, sont souvent perçus comme les premiers représentants de la version plutôt levantine de ce courant. Le premier prétend arriver à un régime présidentiel qui donnerait plus d'agilité à la décision politique, mais faute de contre-pouvoirs crédibles, telle hypothèse ne peut qu'hanter les démocrates. Elle est rejetée aussi par Andreotti et bonne partie de la DC car ceux-ci sont pour le *statu quo* qui, selon la formule de cet "éternel" gouvernant, "n'use que ceux qui sont à l'opposition"⁵². Quant à eux; les italo-méditerranéistes loyalistes (ex-communistes et certains démocrates chrétiens) préconisent une réforme institutionnelle qui, tout en gardant les garanties démocratiques, devrait résoudre le problème de l'instabilité gouvernementale et surmonter la paralysie des procédures législatives et exécutives. La faiblesse de cette position réside dans le fait même qu'elle ne correspond pas à une mobilisation politique suffisante et rien n'assure que la réforme proposée ne finisse par être anamorphosée comme a été le cas avec la démocratisation entamée depuis 1968. Grâce aussi à ses différentes composantes, l'italo-méditerranéisme est sans doute le courant le plus fort dans tous les milieux et à tous les niveaux sociaux italiens. Sa base sociale se situe moins au Nord qu'au Centre et au Sud du pays; ses principaux groupes économiques sont des firmes nationales. C'est à ce courant ainsi qu'à celui "universaliste/post-national" qu'on doit l'attitude tolérante à l'égard de l'immigration de ceux qu'on appelle les Tiers-mondiaux (voire les immigrés venant du Tiers-monde -cf. Palidda, Campani, 1990, Palidda, 1991c)⁵³. Cependant, la nécessité de s'appuyer sur la construction européenne, a contraint les italo-méditerranéens à s'aligner sur la politique migratoire des autres pays de la CEE, d'où aussi l'adhésion aux accords de Schengen et l'adoption de mesures restrictives à l'égard de l'immigration, jusqu'à des opérations spectaculaires telles que celle contre les Albanais.

D'après ses nombreux leaders, dont en particulier Andreotti, l'italo-méditerranéisme se veut compatible avec toutes les autres positions, voire conciliable avec la continuité atlantique, la perspective de construction européenne, la "conquête" pacifique de l'Est, les intérêts particuliers de chacun et l'universalisme catholique et laïque. Ce seraient donc ceux qui ne savent pas apprécier l'art de la médiation (officielle et officieuse) à créer des oppositions absurdes. La grande majorité de ce courant a été favorable à la guerre du Golfe parce qu'elle est apparue comme la première

⁵¹ L'éventail des personnalités qui font partie de l'IPALMO (l'organisme italien qui soutient la politique "tiers-mondiste" italienne) est assez révélateur de la composition de ce courant: y figurent la gauche de la DC, le PCI, la gauche du PSI et quelques autres hommes politiques mineurs; cet organisme est évidemment soutenu par le gouvernement et les grandes firmes nationales publiques et privées attachées aux relations avec les pays du Sud

⁵² Depuis 1946, Andreotti a toujours fait partie des gouvernements qui se sont succédé occupant soit les ministères les plus importants, soit la charge de premier ministre. Cela relève du fait qu'il est sans doute le leader démocrate-chrétien qui a le mieux appris à l'école de la perpétuité de l'église catholique.

⁵³ Parmi ceux qui expriment de façon assez explicite les positions assez articulées des italo-méditerranéens, signalons en particulier F. Ferrarotti qui accompagne son discours ultra-tiers-mondiste, pro-immigrés, voire populiste, à une défense d'une Italie qui serait victime d'attaques suspects et dont nombre d'intellectuels importants auraient injustement honte. En effet, le discours de Ferrarotti a sa cohérence car il cherche à défendre un modèle qui a produit l'autonomisation relative du pays, un certain progrès économique et social. Reste à savoir comment M. Ferrarotti pense sauver l'autonomisation italienne et assainir la démocratie, vu que les forces principales de cette autonomisation sont en même temps responsables de l'anamorphose de l'Etat de droit, voire développement des mafias et de la corruption politique.

occasion pour être à la fois avec les Arabes “riches”, les Etats-Unis et Israël. Cependant, non pas pour esprit “gaullien”, mais plutôt par peur de perdre des marchés dans les pays arabes, une partie des italo-méditerranéens ont fait pression pour que le gouvernement s’engage le moins possible et soit éventuellement prêt à abandonner la coalition anti-irakienne. Par ailleurs le courant italo-méditerranéen ne pouvait pas négliger les pressions du mouvement pour la paix et surtout du Vatican (voir ci-après). D’autres part, les gouvernants italiens savent que sur le terrain militaire, l’Italie ne compte rien et finit par être complètement à la merci de l’allié dominant. C’est pourquoi le gouvernement avait envoyé en guerre un contingent très limité, dont le commandant a par ailleurs démissionné avant le début des hostilités, ayant déclaré qu’il ne fallait pas arriver à une guerre-massacre et qu’il aurait suffi l’embargo (ce qui a fait la joie des pacifistes catholiques et de gauche). Toutefois, nombre de jeunes officiers italiens semblent avoir été animés par un fort esprit d’émulation des alliés. C’est évidemment ce courant qui soutient avec force la proposition d’une Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Méditerranée (sur le modèle de la CSCE) qui soit l’occasion d’une recherche commune de la paix entre tous les pays et les forces du bassin méditerranéen. Selon cette vision les perspectives de la sécurité en Europe et en Méditerranée devraient être le résultat d’un compromis entre OTAN, UEO et forces nationales de tous les pays méditerranéens, y compris l’OLP. Favorable à la professionnalisation complète des forces armées, la majorité de ce courant ne semble pas pour autant prête à affecter des financements nouveaux à la réforme de la défense. D’autre part, il est difficile d’imaginer que l’industrie militaire italienne puisse revenir aux performances des années 1982-86 (cf. Pianta, Perani, 1991). En même temps le déficit public italien a atteint des niveaux que les organismes internationaux n’ont plus l’intention de tolérer, alors que la situation des services publics (notamment la santé, les écoles, les transports) demeure souvent lamentable et motif de protestations, voire de soutiens aux forces anti-partitocratie.

La plupart des gouvernants italiens (et, en partie, aussi l’opposition ex-communiste) semblent vouloir continuer à jouer à la fois sur la continuité de l’OTAN et sur la construction d’une défense européenne commune afin de faire des économies et pour se débarrasser d’une tâche qu’ils n’ont jamais maîtrisée. D’autre part, cette position apparaît comme inéluctable étant donné qu’il apparaît impossible de rétablir en Italie un véritable commandement politico-militaire souverain. C’est pourquoi nombre de démocrates préfèrent faire confiance à une construction européenne qui peut-être pourrait donner plus de garanties et des résultats plus efficaces que toute velléitaire reconquête de capacités de puissance politique et militaire moyenne.

Depuis quelques années le poids du courant italo-méditerranéen semble décliner par effet de la conjonction de trois facteurs principaux : la concurrence et parfois les conflits assez aigus entre forces italo-méditerranéennes; la responsabilité de plus en plus manifeste de ces forces dans la dégénération de l’anamorphose de l’Etat de droit et donc le développement d’un véritable mouvement d’indignation à leur égard; la tentative de profiter de ce déclin de la part d’autres courants. En effet, ce qu’on peut considérer comme la faiblesse principale de l’italo-méditerranéisme est qu’il n’a pas construit une véritable identité collective, mais il a été un univers d’identités et de comportements contradictoires. Ainsi on a vu en particulier une partie de la gauche et des catholiques s’éloigner de l’italo-méditerranéisme pour passer aux deux courants que nous allons décrire ci-après. Cela correspond à une nouvelle mobilisation populaire qui au Sud et en particulier en Sicile apparaît comme une sorte de révolte contre le système de pouvoir de la mafia et du *consociativismo*; au Nord comme une révolte contre ces mêmes ennemis mais qui s’inscrit surtout dans une vision nordiste, et dans le reste du pays comme une demande de moralisation. Cela s’est traduit dans le succès de nombre de candidats du “parti transversal” (i.e. de ceux qui avaient gagné le référendum pour la réforme électorale de juin 1991) des nordistes et des néo-réformateurs-moralisateurs (la “Rete”). Notons que la crise des appartenances jusque là dominantes (l’italo-atlantisme et l’italo-méditerranéisme, et des partis traditionnels, en particulier DC, PCI et PSI) s’est manifestée aussi dans la prolifération des listes présentées aux élections politiques d’avril 1992 (ce qui les médias ont résumé comme une dérive “polonaise”).

C Le courant “nordiste”/“italo-mittel-européen” s’est manifesté au grand jour au cours de ces dernières années par la conjonction des facteurs suivants: le succès économique du Nord de l’Italie

en contraste avec l'aggravation de la situation économique, sociale et de la sécurité dans le Mezzogiorno; la détérioration de l'image du gouvernement et de la partitocratie. A cela s'est ajouté l'attrait envers l'exemple de la réussite allemande et la perspective de la "conquête pacifique" de l'Est. En effet, les mutations économiques de cette décennie ont aggravé la fracture entre Nord et Sud de l'Italie (dans une mesure beaucoup plus grave que les différentiels qui existent en France entre des régions tels que l'Alsace ou l'Ile-de-France d'un côté et les Bouches-du-Rhône et la Corse de l'autre ou entre autres régions des pays européens). Cela relève du fait que le développement du Nord s'est accompagné à un développement pervers du Sud qui a favorisé l'accroissement de l'emprise des familles de la criminalité organisées (la *mafia* en Sicile, avec ses ramifications nationales et transnationales; la *'ndrangheta* en Calabre et la *Camorra* dans la région de Naples). L'échec de la lutte à la mafia et la détérioration de l'image des institutions politiques, à cause de l'injustice fiscale, du dysfonctionnement général et de la corruption dans l'administration du pays par la partitocratie, ne pouvaient qu'alimenter la tendance à la déstructuration socio-politique, balayant le peu d'unité nationale qui s'était manifestée avec le mouvement pour les réformes (y compris des forces armées) et puis contre les terrorismes au cours des années 1970⁵⁴.

C'est donc à cela qu'on doit l'émergence d'un mouvement socio-centriste, "nordiste" qui revendique l'autonomie complète du Nord de l'Italie par rapport à l'Etat, accusé d'être inféodé par la partitocratie des Méridionaux et des mafias. La perte d'influence des syndicats va au bénéfice des Nordistes italiens qui préconisent l'éclatement de l'Etat italien pour se rallier à la perspective néo-mittel-européenne en opposition nette avec tous les autres groupes d'intérêt⁵⁵. Très hostiles, voire ouvertement racistes à l'égard des méridionaux et des immigrés étrangers, une partie des Nordistes préfèrent s'identifier aux nationalismes baltes ou croates et slovènes⁵⁶, mais dans leur majorité ils s'alignent sur les comportements des régions européennes riches. En terme de "stratégie" de défense, à l'instar de certaines positions qu'on peut déceler en Allemagne, ce mouvement est évidemment hostile à la fois à une perspective nationale, otanienne et européenne, préconisant donc un modèle "localiste" de type autrichien ou suisse, ou bien une Europe des *lander* dominée par les pôles économiques les plus forts, refusant le partage de la richesse avec les régions les moins développées. Remarquons que dans les faits la "confédération" Alpes-Adria (I. Luben, 1991; P. Behar, 1991) a alimenté la dynamique indépendantiste de la Croatie et de la Sloveenie tout comme le nordisme en Italie. Le mouvement nordiste italien pose entre autres des problèmes sérieux en ce qui concerne le rapport forces armées-société, du fait même que la plupart de ces forces sont installées dans le Nord et le rejet à l'égard de l'Etat national se traduit dans leur rejet; cela est alimenté par le fait que la grande majorité des militaires et policiers italiens sont des méridionaux. Si, comme le revendiquent les Nordistes et comme semblent vouloir également la plupart des autres forces

⁵⁴ Rappelons que c'est à la suite des luttes ouvrières et populaires de l'après '68 que s'affirme une unité nationale jamais vue en Italie : du Nord à l'extrême Sud la très grande majorité des travailleurs se mobilisent pour les mêmes objectifs, sous les mêmes drapeaux. Cette unité se manifeste dans la victoire des référendums en défense de l'avortement et du divorce et dans la revendication d'investissements pour le développement du Sud à la place des augmentations salariales. En même temps la bataille pour la démocratisation investit tous les domaines. Mais le résultat est que l'association de l'opposition (PCI et syndicats) à la gestion de la res publica se traduit dans le lotissement, voire dans la phagocytation de l'opposition. Les investissements au Sud profitent souvent aux familles de la mafia, les services publics demeurent lamentables et les seuls qui paient régulièrement les impôts sont les salariés. Tout cela et l'approchement de la crise économique de la fin des années 1970 met en crise les mobilisations collectives guidées par le mouvement ouvrier; les valeurs et les certitudes de l'après '68 laissent la place au désarroi, à l'incertitude à la recherche d'autres valeurs. L'hooliganisme se développe car, comme l'expliquent certains auteurs (C. Bramberger, 1992; P. Mignon, 1992) correspond à une mobilisation collective alternative sur des valeurs qui peuvent assez bien se substituer à ceux proposer par la gauche en voie de disqualification. C'est alors qu'on voit ce passage de la crise des identités collectives qui s'étaient affirmées au cours des années 1970 au nordisme qui aujourd'hui, avec l'éclatement de la lutte contre la corruption politique à partir de Milan semble triompher car il a la démonstration que "tous les partis sont pourris" et "qu'il faut faire confiance uniquement à nos gens, qu'on peut contrôler de près".

⁵⁵ Aux élections régionales de 1991 ce mouvement a atteint 20 % des voix en Lombardie et aux élections nationales d'avril 1992 il a obtenu presque 9 % à l'échelle nationale, mais plus de 17 % dans les régions du Nord, ce qui lui a valu 55 sièges à la Chambre des Députés, dont 54 élus en Lombardie, Piémont, Vénétie, Ligurie et Emilie. Notons aussi que les partis du gouvernement n'ont obtenu la majorité que dans les régions du Sud et dans le Latium, alors qu'ils sont minoritaires au Nord. Cela semble confirmer que le Nord construit une "identité collective" qui est marquée par des valeurs et des intérêts "socio-centristes" nordistes opposés à l'ancienne "appartenance nationale", soit-elle "de gauche" que "de droite".

⁵⁶ Cela n'empêche que nombre d'ancien immigrés méridionaux installés au Nord, partagent les positions nordistes et sont parmi les premiers à manifester leur racisme à l'égard des immigrés tiers mondiaux. De même certains ancien immigrés italiens en France manifestent des attitudes racistes à l'égard des Maghrébins. En effet, l'intégration a conduit ces immigrés à s'identifier complètement à une vision rigide des représentations des intérêts et des enjeux de la société locale d'immigration (c'est pourquoi je parle de "sociocentrisme"), devenant à leur façon plus "autochtones" que les autochtones "de souche"

économiques et sociales du Nord (y compris une partie des syndicats), on arrivera à une véritable réforme fiscale donnant l'autonomie complète de gestion de la recette publique aux régions, le Nord pourrait refuser de participer au budget de la défense nationale, revendiquant l'autonomie de sa propre police. La dynamique du phénomène nordiste italien semble correspondre parfaitement à la vision eurocentriste (d'une Europe des lander "riches") qui voudrait faire des accords de Schengen une esquisse d'une organisation politique policière d'une citadelle dominante sûre. En même temps, le succès des Nordistes réside dans le fait qu'ils bénéficient du crédit de force nouvelle et pas encore corrompue qui fait propre toute sorte de critique sociale qu'aujourd'hui les syndicats et la gauche ne sont plus en mesure de reprendre de façon crédible. Ce phénomène, qu'en France certains commentateurs définissent comme néo-poujadisme, semble risquer de favoriser moins une véritable solution autoritaire qu'un processus de dissolution de l'Etat dans une construction eurocentriste⁵⁷. L'importance du nordisme italien va au delà du poids électoral déjà important atteint par la Ligue Nord et se manifeste par le soutien populaire aux juges qui ont déclenché une vaste opération contre la corruption politique à Milan, arrivant à inculper des leaders de tous les partis qui ont gouverné la Lombardie. C'est la première fois que des juges qui s'attaquent à ce genre de délits bénéficient du soutien d'une mobilisation populaire si importante. En même temps, la crise de crédibilité des partis traditionnels a provoqué une révolte d'une bonne partie de la base militante de ces partis. Tout cela risque fort de se répercuter sur les hiérarchies nationales de la partitocratie et pourra alimenter l'idée que la réforme nécessaire devrait éliminer la présence des politiciens de toute administration locale et nationale. L'élus idéal qui semble s'esquisser dans les représentations nordistes mais aussi dans une bonne partie de l'opinion publique italienne correspond donc à un technicien, voire un bureaucrate sérieux et intègre qui ne connaît rien à la politique, qui ne fait pas de discours, mais qui est compétent dans son domaine. C'est ainsi que les personnalités les plus populaires de ces dernières années sont des magistrats, des carabinieri ou policiers, ou même des financiers, industriels et journalistes, qui, grâce à une bonne partie des médias, l'on considère comme dignes de confiance pour la gestion et la moralisation de la *res publica*.

D- Le quatrième groupe d'intérêt et de représentations des enjeux stratégiques est celui qu'on peut définir "universaliste/post-national". Dans ce groupe on peut situer à la fois un libéralisme "pur" opposé à toute contrainte étatique, l'œcuménisme catholique et chrétien, le tiers-mondisme, l'écologisme, le pacifisme et l'universalisme d'une partie de la gauche italienne. Toutes ces composantes considèrent que l'Etat-Nation est une catégorie politique négative et en tout cas obsolète. Malgré les contradictions criantes entre ces composantes, dans les faits, ce groupe de représentations est aujourd'hui plus ou moins hégémonisé par le Vatican. Depuis son élection, Jean-Paul II a poursuivi sans cesse le relancement du rôle de l'église aussi bien à l'échelle universelle qu'à l'échelle de chaque pays, en alternative aux superpuissances et au scientisme et en alternative aux partis et aux catégories traditionnelles du politique. Ce relancement de la mission eschatologique de l'église catholique est bien incarné par la cohérence du discours des catholiques intégristes italiens qui, à l'opposé des intégristes français ouvertement proches de l'extrême-droite, concilient l'opposition à l'avortement et au divorce avec les thèmes écologistes, pacifistes et tiers-mondistes (défense de la vie, de la nature et donc de l'environnement, de la paix, de l'homme, de ses relations affectives fondamentales, donc de la famille, contre le divorce). En Italie, les catholiques jouent un rôle dominant dans tout ce qui est assistance sociale (aux drogués, aux handicapés, aux personnes âgées, aux malades, aux marginaux, etc.) puisque l'assistance publique est dans un état lamentable et l'associationnisme laïc concernant le travail social n'a jamais été développé. Ce sont aussi eux qui depuis quelques années ont fini par se mobiliser presque plus que la gauche en faveur du Tiers-monde, notamment des Palestiniens (manifestations pro-Intifada), en faveur des immigrés et pour la paix. A l'occasion de la guerre contre l'Irak, le discours catholique a nourri un véritable et nouveau "fondamentalisme pacifiste" qui a influencé presque toute la gauche italienne. Ce "fondamentalisme pacifiste" est un développement du pacifisme chrétien italien qui s'était manifesté déjà dans les années 1950 (notamment avec Capitini) et ensuite dans les années

⁵⁷ D'autre part, le concurrent direct des Nordistes n'a été que le président Cossiga avec ses discours favorable à un Etat présidentiel peu probable parce qu'il ne peut pas trouver pas assez de soutiens en dehors du Parti de Craxi, des néo-fascistes et de quelques fractions de l'appareil militaire

1980 (contre les “euromissiles”) s’affirmant enfin à l’occasion de la guerre du golfe comme la vision globale capable de répondre aux sensibilités diverses et au besoin de mobilisation qui ne trouvait plus de réponses crédibles de la part des organisations laïques et de gauche. Les appels à la désertion, à l’insoumission, à l’objection de conscience, à la “désobéissance civique” ont obtenu une popularité jamais si importante. Cela a renforcé la proposition d’une conversion civile de l’industrie militaire et des forces armées. Pour les fondamentalistes pacifistes les gouvernants des pays coalisés contre l’Irak ainsi que Saddam Hussein sont coupables de génocide et tous ceux qui ont soutenu la guerre sont coupables de complicité d’un génocide qui n’aurait pas d’égal depuis la deuxième guerre mondiale. Dans les motivations des pacifistes italiens, l’analyse du comité des juristes pour la paix (réunissant même des personnalités très qualifiées) a joué un rôle très important. Dépassant les positions du “pacifisme actif” théorisé par N. Bobbio (1984), ces juristes ont cherché à mieux légitimer l’éthique qui confère au droit une valeur universelle et transcendante, montrant que la charte de l’ONU avait été manipulée, voire bafouée tout comme la constitution italienne. Pour les pacifistes, le document de ces juristes est devenu une preuve indiscutable de l’illégalité de la guerre contre l’Irak, d’où la légitimité de la désobéissance civile à l’égard d’un gouvernement coupable d’avoir trahi la constitution. L’opposition de l’église catholique au gouvernement n’a jamais été si grave et en matière de politique de défense ne semble pas destinée à s’affaiblir. Compte tenu du poids social et politique des catholiques et des pacifistes en général, il est évident que toute perspective de la défense italienne sera contrainte au profil bas plutôt qu’à satisfaire les ambitions de puissance militaire moyenne. Au plan socio-politique, l’influence de l’église semble destinée à se développer car la crise du mouvement ouvrier traditionnel et la très modeste réussite de la grande transformation du Parti communiste laissent toute la place au discours du “capitalisme au visage humain” et à l’action militante invoquée par Jean-Paul II⁵⁸. Ce discours prend de plus en plus une portée politique importante, devenant une proposition alternative à l’actuelle organisation politique de la société et des rapports entre les sociétés à l’échelle universelle. En effet, l’église intervient de plus en plus sur toute sorte d’affaires; y compris les plus délicates, telle que la corruption politique, se proposant comme seule institution crédible et capable de soutenir l’assainissement nécessaire. Cette proposition ne semble pas affectée par la récente affaire Marginkus-Sindona-Calvi, ni par les nombreuses affaires dans lesquelles l’église catholique et le Vatican ont été impliqués. L’hégémonie qu’acquièrent les catholiques sur une bonne partie du mouvement ouvrier semble relever de la primauté qu’ils accordent à l’éthique comme valeur politique, comme lien non pas de la praxis, qui est toujours libre (le péché est toujours pardonné), mais comme certitude dans les principes qui l’inspirent⁵⁹. Comme l’observe Baget-Bozzo, cela permet d’éviter les crises de conscience, rarissimes parmi les catholiques, mais très fréquentes parmi la gauche. A certains égards il s’agit d’un retour au message manzonien puisqu’on exalte les ressources “primaires” et la foi (famille et dieu, donc l’appartenance “primaire” et l’appartenance religieuse, mais pas la patrie ou l’appartenance nationale ou civique). L’action de l’église veut prouver que c’est là que réside la seule possibilité de résoudre pacifiquement les graves problèmes d’aujourd’hui (la délinquance, la violence diffuse, la toxicomanie, le racisme, etc.). D’ailleurs, l’église revendique d’être la force qui a contribué davantage à l’écroulement pacifique de l’empire stalinien (rivalisant en cela avec les Etats-Unis et l’OTAN qu’y voient une “victoire froide”, résultat

⁵⁸ Parmi les chrétiens et les catholiques qui sont à la tête du courant universaliste/post-national il faut noter en particulier ceux qui font référence à la revue *Avvenimenti*, à savoir certains leaders de la Rete, des prêtres connus pour leur militance proche de la gauche. Notons aussi que dans un certain nombre de cas la Rete bénéficie du soutien de la hiérarchie locale de l’église, qui toutefois ne manque pas de l’accorder aussi aux “forces saines” présents dans les autres partis.

⁵⁹ L’exemple le plus important de cette hégémonie a été donnée lors de l’élection de M. Scalfaro à président de la République : la gauche ex-communiste, la plupart des laïcs et des moralisateurs-réformateurs ont considéré ce fait comme une victoire contre la coalition gouvernementale (voire contre l’ancienne leadership Forlani-Andreotti-Craxi) estimant que Scalfaro soit un démocrate-chrétien qui donne des garanties et pourrait favoriser le changement parce qu’il aurait fait preuve d’indépendance à l’égard de la partitocratie et il aurait fait preuve d’intégrité morale, comme par ailleurs le prouverait sa pratique religieuse très stricte (ce qui a fait dire à quelques journalistes qu’avec Scalfaro la Papauté reprend possession du Quirinale- le palais présidentiel). En effet, l’éclectisme des forces politiques, l’impossibilité de dégager une majorité nette en faveur de l’alternative à la coalition traditionnelle, ont conduit encore une fois à un compromis sur un candidat qui en vertu de son catholicisme cohérent est apparu comme le seul à pouvoir ratisser le nombre de voix nécessaires à son élection. Il faut dire aussi que cette élection a été précipitée par l’assassinat spectaculaire du juge Falcone, de sa femme et de trois de ses gardes du corps; le contraste entre l’efficacité de la mafia et la paralysie de la partitocratie incapable de dégager une majorité avait enfin imposé la solution Scalfaro, voire une solution qui correspond à un succès de l’hégémonie catholique sur le politique, voire à l’incapacité des laïcs de construire une alternative crédible et praticable.

de la “guerre froide” soutenue depuis 1945). Remarquons que, depuis la fin de la guerre, aucun véritable changement politique s’est produit en Italie. En effet, l’opposition a fini par être phagocytée ou laminée malgré la “laïcisation” de la DC (au cours des années 1960), l’accroissement du nombre des catholiques de gauche et la naissance de formations politiques nouvelles (les radicaux de Pannella, les écologistes). Maintenant, le relancement du rôle social et politique de l’église catholique, le succès de son “capitalisme au visage humain”, de son éco-pacifisme et de son tiers-mondisme pourrait peut-être donner des résultats inattendus en ce qui concerne l’avenir de l’organisation politique de la société italienne. Il est par exemple assez significatif que la personnalité devenue la plus populaire et la plus respectée par toute la gauche, y compris les néo-communistes qui le décrivent comme un révolutionnaire exemplaire (voir *Notiziario* mai 92; le journal de Rifondazione Comunista) soit le père Ernesto BALDUCCI, dont le discours peut être considéré comme l’élaboration catholique la plus réussie parce qu’il est capable d’intervenir sur la crise d’identité collective de la gauche traditionnelle et sur le besoin de recomposition d’une appartenance et d’une mobilisation assez larges de la part des éco-pacifistes, des tiers-mondistes, de ceux qui privilégient les problèmes sociaux et de ceux qui privilégient la moralisation de la politique⁶⁰.

CONCLUSION

La conciliation ou du moins la coexistence entre ces quatre courants d’intérêts et de représentations politiques et stratégiques, plus ou moins présents dans tous les sociétés européennes, semblent devenir assez difficiles. En Italie en particulier; la tendance à la déstructuration socio-politique apparaît plus grave que celle en cours dans les autres pays européens⁶¹. En effet, les conflits entre les dynamiques particularistes des différentes sociétés locales allemandes, françaises, espagnoles, etc., le conflits entre les différents groupes d’intérêts et courants politiques de ces pays n’arrivent jamais à mettre véritablement en question la majorité des consensus à leur cohésion nationale. Bien que dans tous les pays la corruption politique et les “affaires” de toutes sortes ne manquent pas, l’autorité de l’Etat de droit ne semble pas disqualifiée et dégradée comme en Italie. En effet, en Italie c’est l’anamorphose continue de l’Etat de droit démocratique qui, permettant le développement de la rentabilité économique et politique de la violence, alimente la déstructuration socio-politique du pays. Cela relève du fait même que; jusqu’à présent; l’anamorphose de l’Etat de droit a rendue vaine toute tentative de réforme, voire de changement économique, social et politique. Les variations et la prolifération des identités collectives qui se sont développées en Italie en particulier depuis le début des années 1980, semblent conduire vers des mobilisations diverses qu’il est difficile d’imaginer converger vers une revendication commune de réforme du système politique national. En effet, la question qu’on pourrait considérer principale est qu’il est difficile d’imaginer l’élaboration et la réalisation d’un véritable projet politique cohérent (qui ne peut pas se réduire à la seule réforme institutionnelle). L’assainissement démocratique du système politique pourrait peut-être se faire à la condition de mettre en place un programme d’assainissement des relations économiques, sociales et politiques, voire une régulation démocratique aujourd’hui assez peu acceptée. Un tel programme supposerait nécessairement une mobilisation populaire importante qui soit aussi fondatrice d’un véritable civisme. Or, puisque ce genre de programmes apparaît désormais exclu par le libéralisme dominant et les particularismes divers, il est probable que le sort de l’Etat italien se décidera de plus en plus dans le cadre du processus européen. En Italie la construction européenne ne pose pas un sérieux problème de cession de souveraineté car le pays est depuis longtemps habitué à cela et il est au bord de

⁶⁰ Balducci, qui est mort en avril 92 lors d’un accident de route, a été longtemps considéré comme un curé au bord de la rupture avec l’église. Cependant, au cours de ces dernières années, le Vatican a prêté beaucoup d’intérêt à ses réflexions, d’autant plus qu’elles ne sont absolument pas en contradiction avec les positions actuelles du Pape. En effet, le nouveau cosmopolitisme préconisé par Balducci correspond assez à l’universalisme chrétien et à la critique catholique du messianisme de l’Occident dont les Etats-Unis prétendent être les leaders.

⁶¹ Dans aucun pays européen il y a en même temps des phénomènes tels que la montée du Nordisme au Nord, le déchainement d’un rôle anti-institutionnel du président de la République (Cossiga), la perpétuation de la force de la criminalité organisée, la généralisation de comportements inciviques, la pratique continue de la corruption politique. Les “forces” qui voudraient assainir cette situation sont divisées, pas assez fortes et toujours susceptibles d’être phagocytées par le *consociativismo* de la partitocratie. La mouvance dite “transversale” qui se place en dehors de la logique de la partitocratie (réunissant des personnalités issues de différents partis) apparaît comme la seule issue possible. Cependant elle est bien loin de mettre en crise la partitocratie et elle est trop hétéroclite pour pouvoir arriver à proposer une proposition politique crédible, voire capable de réunir un consensus stable et suffisant.

l'éclatement complet à cause de la concurrence déchaînée entre une multitude de souverainetés. Il y a donc une demande d'une souveraineté légitime supérieure que ne peut plus être générée par les forces dominantes endogènes. Mais, rien ne prouve encore si cette construction favorisera l'assainissement de la démocratie ou au contraire une généralisation de son anamorphose. La citoyenneté européenne tant réclamée correspondra à une refondation du civisme par la mobilisation populaire dans l'assainissement de la gestion de la *res publica*.? L'Europe des régions permettra la participation à la réorganisation politique démocratique de la société, de façon à contrecarrer les dynamiques particularistes?⁶² Comment les propositions diverses d'identité européenne aujourd'hui offertes pourront se concilier avec les appartenances qui se sont affirmées au cours de ces dernières années ? L'euro-bureaucratie pourrait bénéficier en Italie d'un soutien populaire difficilement imaginable ailleurs. Mais en échange il faudrait qu'elle satisfasse du moins une partie des revendications des différents regroupements italiens. Or, cet échange est actuellement difficilement imaginable parce qu'il faudrait que l'euro-bureaucratie sache communiquer et négocier des médiations avec un langage, un code, des règles qui soient plus ou moins reconnues par les groupes italiens (et aussi des autres pays). Mais cela ne risque-t-il pas de se traduire dans le transfert des comportements des gouvernants et administrateurs nationaux à l'euro-bureaucratie ?⁶³

Ces questions font penser que l'actuelle dynamique de l'organisation politique de la société dans le cadre de la construction européenne est dans un impasse dont on ne voit pas d'issues, à moins, peut-être, qu'on puisse imaginer un renouveau du contrat social, donc du civisme qui, comme le souhaitent certains auteurs dont J. Habermas (1991), puisse s'inscrire dans un continuum entre citoyenneté et cosmopolitisme. Mais cette perspective ne semble pas encore trouver place dans l'actuelle agenda de la lutte politique ouverte en Italie, ni de la construction européenne.

⁶² C'est, entre autres, à ces questions que j'essaie de répondre dans ma recherche sur les mutations dans les représentations et les constructions sociales de la menace, de l'ennemi et des enjeux stratégiques en Europe (contribution à la recherche sur la sécurité de l'Europe en formation; projet GSD-EHESS, programme Intelligence de l'Europe). Ces représentations semblent actuellement dominées par une vision eurocentriste sécuritaire au sens policier, désignant l'immigration et l'immigré comme la menace et l'ennemi principaux et dans la défense des privilèges des couches bien intégrées dans l'actuel modèle économique et social, l'enjeu principal. Cela n'exclut pas certaines idées "compensatoires" telles qu'une sorte de militarisation de l'aide humanitaire (du fait même qu'on prétend la confier aux forces armées, dont la hiérarchie cherche de trouver de nouveaux éléments de légitimation du rôle de ces forces).

⁶³ Il faudrait à ce propos savoir si la "fraude communautaire" n'est pas le produit de réseaux de complicité qui relie directement certains "corrupteurs" locaux de diverses régions européennes et certains "corrompus" de l'euro-bureaucratie.